

ROYAUME DU MAROC

Office National de l'Électricité et de l'Eau Potable – Branche Eau

Plan d'acquisition des Terrains

**Troisième tranche d'extension des services
d'AEP dans les zones rurales des provinces de
Nador et de Driouch**

Avril 2015

TABLE DES MATIÈRES

GLOSSAIRE	1
RESUME EXECUTIF	3
1 INTRODUCTION	4
1.1 LE PROJET.....	4
1.2 ACQUISITIONS DE TERRAINS.....	4
1.3 OBJECTIFS ET PRINCIPES DU PAT	5
1.4 CADRE LEGAL DE L'ACQUISITION DES TERRAINS	6
1.5 ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LE SYSTEME NATIONAL ET LA P.O. 4.12 DE LA BANQUE MONDIALE	7
2 DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES IMPACTS SOCIAUX.....	11
2.1 CONTEXTE DU PROJET	11
2.2 DESCRIPTION DETAILLEE DES ACTIVITES ET DE LA ZONE D'INTERVENTION	12
2.3 LES IMPACTS SOCIAUX DU PROJET	13
3 RECENSEMENT ET INDEMNISATION DES POPULATIONS	14
3.1 RECENSEMENT DES POPULATIONS	14
3.2 INDEMNISATION ET DEDOMMAGEMENT DES POPULATIONS	17
4 CADRE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES :	22
4.1 CONSULTATIONS REALISEES DANS LA ZONE D'INTERVENTION	23
4.2 CONSULTATIONS REALISEES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION	23
4.3 CONSULTATIONS PLANIFIEES DANS LE CADRE DE L'INTERVENTION DE L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS).....	26
5 ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS POUR L'EXECUTION DU PAT	27
5.1 RESPONSABILITES.....	27
5.2 ETAPES D'EXECUTION	29
6 MECANISME DE GESTION DES DOLEANCES	30
6.1 RECOURS A L'AMIABLE	30
6.2 RECOURS PAR VOIE DE JUSTICE	30
7 BUDGET, CALENDRIER ET MODALITES DE SUIVI	32
7.1 FINANCEMENT DES ACQUISITIONS DE TERRAINS	32
7.2 PLAN PREVISIONNEL DE MISE EN OEUVRE DES OPERATIONS D'EXPROPRIATION ET DE COMPENSATION.....	33
7.3 MODALITES DE SUIVI	34
ANNEXES.....	36
ANNEXE A1.1 - LISTE DES DOSSIERS TECHNIQUES PARCELLAIRES ETABLIS PAR LES SERVICES TECHNIQUES SUITE AUX ETUDES TOPOGRAPHIQUES ET PARCELLAIRES REALISEES PAR L'IGT.....	37
ANNEXE A1.2 - LISTE RECAPITULATIVE DES PARCELLES CONTENANT DANS CHAQUE DOSSIER PARCELLAIRE MENTIONNANT LES PERSONNES AFFECTEES ET LES SUPERFICIES A EXPROPRIER.	38
ANNEXE B - REGIME FONCIER ET STATUT DES TERRES.....	39
REGIMES FONCIERS	39
PROCEDURE D'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE.....	41
ANNEXE C – SYNTHESE DES CONSULTATIONS REALISEES.....	46
INTRODUCTION	46
CONSULTATIONS REALISEES RELATIVES A LA ZONE D'INTERVENTION	46
METHODOLOGIE D'INTERVENTION DE L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS)	49
ACTIVITES CONDUITES PAR L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS) A NADOR ET DRIOUCH.....	53

GLOSSAIRE

AEP	:	Alimentation en Eau Potable
AL	:	Autorité Locale
APD		Avant-Projet Détaillé
APS		Avant-Projet Sommaire
BF	:	Bornes Fontaines
BI		Branchement Individuel
CAE	:	Commission Administrative d'Evaluation
CCEL	:	Commission de Constat d'Etat des Lieux
CDG	:	Caisse de Dépôt et de Gestion
CR		Commune Rurale
DAJ	:	Direction Affaires Juridique et Foncières
DCC	:	Direction de la Coopération et de la Communication
DEP	:	Direction Généralisation d'Eau Potable
DH/MDH		Dirham Marocain/Millions de Dirhams Marocains
DPA		Direction du Patrimoine
DRi	:	Directions Régionales de l'ONEE
DTI	:	Direction Technique et Ingénierie
EMS		Équipes de Mobilisation Sociale
GEP		Généralisation de l'Eau Potable
IGT		Ingénieur Géomètre Topographe
ONEE	:	Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable
P.O	:	Politique Opérationnelle de la Banque Mondiale
PAT	:	Plan d'Acquisition des Terrains
PCAT	:	Plan Cadre d'Acquisition des Terrains
PGES		Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PV	:	Procès-Verbal
PVAA	:	Procès-Verbal d'Accord à l'Amiable
SAU	:	Surface Agricole Utile
USD		Dollars EU

RESUME EXECUTIF

Afin d'augmenter l'accès à l'approvisionnement en eau potable, l'ONEE Branche eau a mis en place un important programme d'alimentation en eau potable dans un ensemble de localités urbaines ou rurales dans le Royaume du Maroc.

Ce programme repose principalement sur la réalisation et le renforcement des nouvelles adductions et sur le développement de réseaux de desserte par piquage sur les conduites régionales existantes ou projetées de l'ONEE à partir duquel sont desservies les populations rurales d'un grand nombre de douars et villages. La desserte s'effectue essentiellement par des Bornes Fontaines (BF). L'ONEE initie toutefois, avec le soutien de la Banque mondiale, un programme de développement de la desserte par Branchements Individuels (BI) dans les zones satisfaisant les prérequis d'adhésion, techniques, environnementaux, sociaux et financiers.

La Banque Mondiale appuie, à la demande du Gouvernement marocain, le financement et la mise en œuvre du programme d'alimentation en eau potable dans un ensemble de localités urbaines ou rurales dans le Royaume du Maroc, qui couvre 6 provinces prioritaires : Sidi Bennour, Safi /Youssoufia (Côte Atlantique), Errachidia (Centre Sud), et Nador / Driouch (Nord Est).

Parmi les nombreux bénéficiaires du projet, le premier d'entre eux est d'apporter aux populations rurales un service d'eau potable continu et de qualité à proximité de leur domicile, et ainsi d'améliorer significativement la vie des populations qu'il permettra de desservir.

Le projet ne prévoit pas de financer d'interventions qui impliqueraient le déplacement involontaire de populations. Par contre, des acquisitions et des occupations temporaires de terrain seront nécessaires pour la construction des réseaux et des ouvrages financés par le projet, et à ce titre la politique opérationnelle 4.12 (P.O. 4.12), s'applique. Le présent Plan d'Acquisition de terrain (PAT) a été préparé par l'ONEE et sera soumis à la revue et à l'approbation de la Banque mondiale, au préalable de sa publication sur le site Internet de l'ONEE et sur le site InfoShop de la Banque mondiale. Aucune expropriation (prise de possession des terrains) n'interviendra avant la publication de ce PAT. Le démarrage des travaux sera également assujéti à la publication du PAT approuvé, qui est une condition de l'entrée en vigueur du projet.

Le PAT documente les différents étapes et actions entreprises, conformément aux dispositions de la réglementation nationale relative aux expropriations ou occupations temporaires pour cause d'utilité publique et aux procédures de compensation y afférentes et en conformité avec les exigences de la PO 4.12 de la Banque mondiale, relative aux déplacements involontaires des populations et aux acquisitions de terrains. Ce PAT concerne les sites affectés par des occupations temporaires ou des acquisitions, qu'elles soient à l'amiable ou par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique relatifs à l'AEP des douars des provinces de Nador et de Driouch. Il présente les résultats des enquêtes parcellaires, du diagnostic participatif des populations bénéficiaires, et de l'enquête socio-économique, ainsi que les caractéristiques précises des terrains, les taux et modalités de compensation, le cadre juridique, les arrangements institutionnels, les modalités et procédures de recours des populations affectées, le système de suivi et le budget y afférent.

Le montant global estimé des compensations relatives à l'AEP des douars de Nador et (non compris le coût des ressources internes de l'ONEE) est de l'ordre de 37 MDH. Ce budget sera révisé et mis à jour à fur et à mesure de l'avancement des procédures et recours éventuels. L'ONEE financera les compensations et coûts associés sur ses fonds propres.

1 INTRODUCTION

1.1 LE PROJET

L'ONEE Branche Eau, dans le cadre du programme de généralisation de l'accès à l'eau potable, a obtenu un prêt de la BIRD d'un montant de 175 Millions de \$US. L'objectif est de financer l'important programme d'alimentation en eau potable dans un ensemble de localités urbaines ou rurales dans le Royaume du Maroc.

Le programme BIRD II couvre 6 provinces prioritaires : Sidi Bennour, Safi /Youssoufia (Côte Atlantique), Errachidia (Centre Sud), et Nador / Driouch (Nord Est).

FIGURE 1 : LOCALISATION DU PROJET



Le programme permettra d'alimenter à terme 600 000 habitants. Il comprend les composantes suivantes :

Composante 1 : Production, transmission et amenée d'eau dans les provinces de Nador, Driouch, Safi, Youssoufia, Sidi Bennour et Errachidia ;

- Sous composante 1a : Production, adduction et amenée d'eau potable en milieu rural dans les provinces de Nador et Driouch ;
- Sous composante 1b : Production, adduction et amenée d'eau potable en milieu rural dans les provinces de Safi, Youssoufia et Sidi Bennour ;
- Sous composante 1c : Renforcement et réhabilitation des capacités de production et d'adduction dans la province d'Errachidia ;

Composante 2 : Mitigation des impacts environnementaux, gestion des eaux grises ;

Composante 3 : Soutien à la mise en œuvre et renforcement des capacités.

1.2 ACQUISITIONS DE TERRAINS

Le projet d'alimentation en Eau Potable, comme pour tout projet de développement, nécessitera cependant la mobilisation de certaines assiettes foncières pour réaliser les adductions régionales, les réseaux de dessertes et les ouvrages collectifs.

De manière générale, l'ONEE cherche à poser les conduites le plus possible dans des emprises publiques, ce qui nécessite seulement une occupation temporaire et une indemnisation des dégâts causés pendant les travaux. L'ONEE travaille pour éviter au maximum de passer dans des propriétés privées, en vue de limiter les procédures d'expropriation. Très concrètement, l'ONEE passe en revue la conception technique proposée sur la base des états parcellaires, en vue d'évaluer les possibilités techniques d'éviter au maximum les acquisitions, en particulier pour l'emplacement des infrastructures, qui, sur la base de l'expérience de l'ONEE, représente la majorité des acquisitions.

En général, les superficies nécessaires à la mise en œuvre des projets d'alimentation en eau potable de l'ONEE, ne dépassent pas 6 à 10 % de la superficie globale de propriétés affectées par le projet, c'est pourquoi aucun déplacement physique involontaire des populations n'est prévu.

Les mécanismes mis en œuvre par l'ONEE pour l'acquisition des parcelles de terrains pour les besoins du Projet sont cohérents avec les objectifs et les exigences de la politique de sauvegarde de la Banque mondiale. Cette politique opérationnelle 4.12 préconise l'élaboration d'un « Plan de Réinstallation », objet du présent document, qui est intitulé Plan d'Acquisition de terrains (PAT) en référence explicite à ce dont il s'agit réellement.

1.3 OBJECTIFS ET PRINCIPES DU PAT

Le présent PAT est dédié à la deuxième tranche d'extension des services d'AEP dans les zones rurales des douars de Nador et de Driouch. Il documente les différents actes de gestion et actions entreprises, conformément aux dispositions de la réglementation nationale relative aux expropriations pour cause publique et aux procédures de compensation et en conformité avec les exigences de la politique 4.12 de la Banque mondiale relative aux déplacements involontaires et aux acquisitions de terrains. Ce PAT est donc préparé pour les sites affectés ayant fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique et d'une occupation temporaire. Les résultats du recensement de base et de l'enquête socioéconomique, les caractéristiques précises des terrains, les taux et modalités de compensation, le cadre juridique, l'arrangement institutionnel, le système de recours, le système de suivi et le budget y afférent y sont consignés.

Le PAT répond aux prescriptions du PCAT, stipulant qu'en cas d'acquisition de terrain, un Plan d'Acquisition des Terrains (PAT) doit être élaboré pour chacune des zones d'intervention du projet sur la base des informations relatives aux enquêtes parcellaires, qui permettront d'identifier les parcelles à acquérir dans le cadre du projet et les occupations temporaires des terrains qu'il conviendra de dédommager conformément aux dispositions applicables de la réglementation marocaine et de la PO 4.12 de la Banque mondiale. Le PCAT a été élaboré lors de la préparation du projet, approuvé et publié en mai 2010 sur le site Internet de l'ONEE, et le site Infoshop de la Banque Mondiale.

Le présent PAT a été établi conformément aux dispositions réglementaires du Royaume du Maroc et s'appuie sur un examen approfondi du système national et sa comparaison avec les exigences de la P.O. 4.12. Il décrit les différentes actions à entreprendre pour s'assurer que les terrains nécessaires au projet ainsi que leurs occupants soient identifiés et les démarches appropriées soient engagées au moment opportun et selon les procédures et la réglementation en vigueur. Il présente également les mécanismes mis en œuvre par l'ONEE, qui sont en conformité avec les objectifs et aux prescriptions de la P.O. 4.12 de la Banque mondiale, relatifs à l'acquisition des parcelles de terrains pour les besoins du Projet. La version approuvée par la Banque mondiale sera publiée sur le site internet de l'ONEE (rubrique Grands Projets) et sur le site Infoshop de la Banque mondiale. Enfin, le présent PAT sera mis à jour de manière régulière à travers la consolidation et la synthèse des états établis à cet effet et renseignés par les différents intervenants conformément au protocole de suivi et d'évaluation décrit ci-après.

1.4 CADRE LEGAL DE L'ACQUISITION DES TERRAINS

1.4.1 REGIMES FONCIERS

Le système foncier marocain se caractérise par une multitude de régimes fonciers, qui peuvent être regroupés en deux catégories :

- A. Les régimes domaniaux, représentant 3% de la SAU, et constitués par :
 - a. Le domaine Public de l'Etat et des collectivités publiques;
 - b. Le domaine Privé de l'Etat et des collectivités publiques; et
 - c. Le domaine Forestier.
- B. Les régimes non domaniaux constitués par :
 - a. les biens Habous, (1% de la SAU);
 - b. les terres Collectives, (17% de la SAU);
 - c. les terres Guichs, (3% de la SAU); et
 - d. les biens relevant de la propriété privée (ou Melk) représentant 76% de la SAU et qui se divisent eux-mêmes en moukia (biens non titrés mais dont la propriété est démontrée par des actes adulaires – cas largement majoritaire) et les biens titrés, inscrits sous un numéro sur les registres de la conservation foncière.

L'annexe B donne les détails sur le régime foncier marocain dans son ensemble.

1.4.2 CADRE JURIDIQUE

A l'exception du domaine public de l'Etat et certains immeubles bien spécifiés par la loi, tels que les mosquées, les sanctuaires et les cimetières, le domaine public et les ouvrages militaires, tous les biens immobiliers relevant des différents régimes fonciers existants au Maroc, peuvent être aliénables soit par voie d'acquisition de gré à gré, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique ou de distraction (pour le cas du domaine forestier).

En ce qui concerne le domaine public de l'Etat, il peut faire l'objet d'une occupation temporaire matérialisée par une convention ou autre acte juridique établis par l'Administration qui le gère.

Dans le cas des terrains relevant du domaine privé de l'Etat et des collectivités publiques, ils font l'objet soit :

- d'un accord d'acquisition amiable avec la Direction des Domaines du Ministère des Finances ;
- d'une procédure d'incorporation au domaine public de l'Etat par décret, concrétisée par une décision d'affectation de ces terrains au domaine public et un Procès-Verbal de remise à l'ONEE en tant qu'exploitant.

Le domaine forestier peut faire l'objet de l'une des formes de mobilisation¹ suivantes:

- Soit par distraction prononcée par décret après avis d'une commission administrative ;
- Soit par échange immobilier;
- Soit par occupation temporaire sanctionnée par un Arrêté d'occupation temporaire.

Lorsque les biens expropriés sont des biens collectifs, Guich ou Habous, la procédure d'expropriation se poursuit à l'amiable selon la réglementation régissant ces régimes.

Quant aux terrains appartenant à des particuliers, ils font l'objet d'acquisition par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique soit à l'amiable ou par voie judiciaire

L'expropriation pour cause d'utilité publique est strictement réglementée. La protection de la propriété est un principe à valeur constitutionnelle. En effet, le droit de propriété et la liberté d'entreprendre demeurent

¹ Note circulaire n°2088 du 03 mai 2011 du Haut-commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification

garantis. Mais la loi peut en limiter l'étendue et l'exercice si les exigences du développement économique et social de la Nation en dictent la nécessité².

Cependant, le droit de propriété ne peut être cédé que pour cause d'utilité publique et conformément à la réglementation vigoureuse.

En effet, l'expropriation pour cause d'utilité publique, engagée en vertu de la loi 7-81, promulguée par le *Dahir 1-81-254 du 6 mai 1982* et publié au Bulletin Officiel n° 3685 du 15 juin 1982 « *ne peut être poursuivie que dans les formes prescrites par la présente loi sous réserve des dérogations y apportées en tout ou en partie par des législations spéciales* »

La procédure de l'expropriation, qui ne peut porter que sur des biens immobiliers et sur tous les droits qui y sont inscrits, tend à maintenir un équilibre entre les intérêts des propriétaires et l'intérêt général. Cette préoccupation législative apparaît dans les conditions et les obligations dictées par la loi, imposant à l'expropriant d'accomplir de manière intégrale des formalités précises et bien définies dans le temps et dans l'espace, dont le but est d'informer les ayants droits.

Ce formalisme, qui procure également à l'autorité expropriante, une sécurité juridique, matérialisée dans les délais impartis aux ayants droit pour se manifester, a été minutieusement organisé par la législation et contrôlé par le juge à travers une procédure d'expropriation précise et bien réglementée.

La Procédure d'expropriation est présentée en détail en Annexe B.

1.5 ANALYSE COMPARATIVE ENTRE LE SYSTEME NATIONAL ET LA P.O. 4.12 DE LA BANQUE MONDIALE

L'analyse de l'adéquation de la procédure juridique marocaine avec les politiques opérationnelles de la banque mondiale relève qu'en règle générale les garanties offertes par la législation nationale relative aux acquisitions de terrains et aux indemnités y afférentes est globalement conforme aux exigences et aux procédures de la PO 4.12 de la Banque mondiale.

Comme indiqué plus haut, dans son ensemble, la législation marocaine relative aux expropriations et les procédures y afférentes, sont transparentes, équitables et permettent aux ayants droits de faire recours s'ils le souhaitent.

Elle est aussi participative puisque la communication et l'échange avec les ayants droits se fait dès le début du processus et continue jusqu'à sa fin. La Commission Administrative d'Evaluation (CAE) fixe les prix sur la base des prix qui prévalent sur le marché.

Enfin, la loi reconnaît que tous les détenteurs de droits sont autorisés à percevoir une indemnité, qu'ils soient propriétaires, locataires ou occupants de terres qu'elles soient mises en valeur ou non, usufruitiers, propriétaires d'arbres ou de tout autre aménagement existant sur les parcelles de terrain expropriées au moment de la déclaration d'utilité publique. Les Directives de la Banque Mondiale stipulent qu'en cas de réinstallation ou d'acquisition de terrains, toute personne recensée détentrice ou pas d'un titre de propriété est indemnisée. Selon la loi marocaine, lorsque les propriétaires ne disposent pas des documents justificatifs requis (Moukha, titre foncier), ou quand les exploitants agricoles exercent leur activité sans contrat, ni bail, les Autorités Locales peuvent délivrer une attestation administrative comme justificatif. En l'absence d'une moukha, les acquisitions à l'amiable des terrains ne peuvent avoir lieu. Pour l'indemnité des droits de surface (constructions, plantations, ...) l'attestation administrative peut faire foi.

A cet effet, quel que soit le régime foncier des terrains expropriés, les dégâts superficiels, et donc les pertes de sources de revenus y afférentes, seront constatés et indemnisés aux ayants droit. Le constat de l'état des lieux s'effectue en présence des ayants droit, de l'autorité locale, et du représentant de l'autorité expropriante. Ceci est tout à fait conforme avec les dispositions des paragraphes 3(a), 6, 13, 14, 15 et 16 de la PO 4.12. La seule différence qui existe est que la loi marocaine 7_81 permet à l'expropriant

² Art. 35 de la constitution marocaine

d'accéder à la terre expropriée et d'entamer les travaux avant le décaissement de l'indemnisation, à condition que le décret d'expropriation soit officiellement décrété et que les fonds de compensations soient disponibles dans un compte du trésor public, alors que la PO 4.12 ne permet pas l'accès au terrain et le lancement des travaux tant que l'indemnisation n'est pas faite d'une façon satisfaisante. Cette différence, dans le cas précis de ce projet, revêt un caractère négligeable pour les raisons suivantes:

- Les parcelles de terrains à exproprier sont généralement de petites tailles, représentent en moyenne moins de 7% de la superficie totale moyenne des parcelles;
- Les terrains sont systématiquement choisis de telle sorte qu'aucun déplacement physique ou destruction de biens matériels n'aient lieu;
- Le paiement des indemnisations pour les cas résolus à l'amiable se fait avant le lancement des travaux pour les ayants droits disposant d'un titre de propriété. En cas de recours judiciaire, le juge peut prononcer la possession des terrains expropriés, après confirmation de l'utilité publique et la consignation effective, par l'expropriant, de l'indemnité provisoire fixée par la Commission Administrative d'Evaluation (CAE) pendant la phase administrative ;
- Afin d'accélérer la durée et le cout des procédures de recours pour les ayants droits, l'ONEE, à travers ses services juridiques au niveau central et régionaux, a établi un système de suivi rapproché pour raccourcir la période de recours et clôturer les dossiers dans les plus brefs délais.
- Lorsque les ayants droits ne peuvent accéder à leur compensation du fait de l'absence de titre de propriété, l'ONEE accompagne les ayants droits dans les procédures d'obtention de titre foncier, en vue de les faciliter.

Concernant la prise de possession du terrain, il est important de rappeler que la différence entre le système national et la P.O. 4.12 ne concerne que les cas qui n'arrivent pas à un compromis, soit à cause d'un désaccord sur le montant de l'indemnisation, soit pour cause de dossier incomplet, soit parce que le bien concerné fait l'objet d'oppositions par des tiers, ou pour toute autre raison. A cet effet, il faut préciser que selon la loi marocaine, en cas de désaccord, l'exproprié peut, s'il le désire, accéder aux fonds consignés à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG), qui lui ont été assignés initialement, en attendant la décision du juge. Ceci réduit, voire élimine, en termes d'impacts négatifs, la différence sur ce point entre la politique nationale marocaine et la P.O. 4.12.

Tous ces faits et arguments montrent clairement que la juridiction marocaine relative aux acquisitions de terrains et aux indemnisations y afférentes est globalement conforme aux exigences et aux procédures de la P.O. 4.12 de la Banque mondiale. Sur cette base, les Offices continueront à mettre en œuvre leur programme d'expropriation et d'indemnisation selon la réglementation nationale tout en s'assurant que les exigences de la P.O. 4.12 sont constamment observés et respectés. C'est dans ce sens, entre autre, que la P.O. 4.12 a été déclenchée, cette procédure ayant l'avantage d'exiger des instruments d'atténuation, dont le présent PCAT, qui peuvent être utilisés comme un tableau de bord pour la mise en œuvre et pour le suivi des opérations d'acquisition de terrain ; ce qui, incontestablement, aide à diminuer les risques d'erreur et d'écartement. Le tableau ci-dessous montre les points de convergence et les différences entre la législation nationale et la PO 4.12.

TABLEAU 1- SIMILITUDES ET DIFFERENCES ENTRE LA LEGISLATION MAROCAINE ET LA POLITIQUE OPERATIONNELLE 4.12

Thèmes	Législation nationale marocaine	PO 4.12
Critères d'éligibilité 1. propriétaire avec titre officiel ou traditionnel 2. locataires et utilisateurs de la terre 3. pour les propriétaires ne disposent pas des documents justificatifs	1. Eligible à la compensation 2. Eligible à la compensation pour les pertes encourues, 3. Eligible à la compensation des droits de	1. Eligible à la compensation 2. Eligible à la compensation 3. Eligible à la compensation

<p>requis (Moulkia, titre foncier), ou les exploitants agricoles exerçant leur activité sans contrat, ni bail, les Autorités Locales peuvent délivrer une attestation administrative, faisant foi pour l'indemnisation</p>	<p>surface (constructions, plantations, ...)</p>	
<p>Etude Socio-économique</p>	<p>Prévue</p>	<p>Prévue</p>
<p>Publication d'une date butoir après laquelle aucune compensation n'est donnée</p>	<p>Non prévue, mais la publication du PDE au BO (après laquelle les biens visés ne peuvent faire l'objet d'aucune transformation sans autorisation de l'expropriant, en remplit l'objectif puisqu'elle permet d'éviter que le site ne soit squatté afin d'obtenir des compensations indues.</p>	<p>Prévue</p>
<p>Prise de possession</p>	<p>Se fait dès qu'un décret d'expropriation est promulgué, que la CAE a déterminé le montant des compensations et que l'ONEE a consigné le montant des compensations au profit de chaque ayant-droit à la CDG. L'Ayant-droit peut choisir de contester l'indemnisation pour quelque raison que ce soit, en vertu de la procédure qui lui permet de le faire</p> <p>En cas de désaccord sur le montant de l'indemnisation, de dossier incomplet, ou d'opposition par des tiers sur le bien concerné, selon la loi marocaine, l'exproprié peut, s'il le désire, accéder aux fonds consignés à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG), qui lui ont été assignés initialement, en attendant la décision du juge.</p>	<p>La prise de possession ne peut pas se faire tant qu'une indemnisation satisfaisante n'est pas faite et est acceptée par les parties prenantes.</p>
<p>Paiement des compensations avant le lancement des travaux</p>	<p>Le paiement des compensations aux propriétaires se fait avant le lancement des travaux, dans le cadre des accords à l'amiable sur la base des prix unitaires de marché. L'expropriation et le lancement des travaux avant paiement ne concernent que les cas de désaccord sur le montant de l'indemnisation, de dossier incomplet, ou de litige entre ayant droits, <u>à condition que le décret d'expropriation soit officiellement publié et que les indemnités soient consignées à la CDG.</u> Les montants consignés, seront mis à la disposition des expropriés dès qu'ils passent un accord amiable ou obtiennent un jugement de transfert de propriété</p>	<p>Le paiement doit se faire avant le lancement des travaux.</p>
<p>Consultation publique et concertation</p>	<p>Prévue</p>	<p>Prévue</p>
<p>Système de recours accessible</p>	<p>Prévue</p>	<p>Prévue</p>

aux ayant droits		
Prix unitaires négociés et reflétant la réalité du marché	Prévue	Prévue
Mise en place d'un système de suivi	Non prévue, mais pratiqué par l'ONEE à travers ses services juridiques en collaboration avec les techniciens	Prévue
Préparation d'un instrument d'atténuation	Non prévue, mais préparé du fait du déclenchement de la PO 4.12	Prévue et exigée

2 DESCRIPTION DU PROJET ET DE SES IMPACTS SOCIAUX

2.1 CONTEXTE DU PROJET

Avec des taux d'accès d'environ 61% pour l'alimentation en eau potable (AEP) en milieu rural à la fin de 2004 et 35% pour l'assainissement en milieu rural, le Maroc détenait l'un des taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu rural les plus bas de la région (Moyen Orient et Afrique du Nord). Le Gouvernement du Maroc a décidé d'accélérer le rythme des investissements dédiés à l'AEP en milieu rural, afin d'atteindre un taux d'accès de 92% en 2012. En Janvier 2004 il a désigné l'ONEE comme principal interlocuteur du programme GEP. Sur le plan technique, l'approche retenue repose principalement sur le développement d'un réseau de desserte par piquage sur les conduites régionales existantes ou projetées de l'ONEE à partir duquel seront desservis par des BF ou des BI, un grand nombre de douars et villages. En 2013, le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural a atteint 94 %.

Le projet vise essentiellement le développement des infrastructures d'AEP rurale par BF dans les provinces de Nador et Driouch. Il comprendra les composantes suivantes :

Composante 1. Accès à l'eau potable par bornes fontaines en milieu rural

Cette composante vise à alimenter les populations rurales en eau potable à partir de ressources pérennes et de bonne qualité dans les provinces de Nador et de Driouch. Il s'agira, pour l'essentiel, de l'extension de l'accès à l'eau potable à partir de « piquages » sur les adductions régionales existantes ou projetées de l'ONEE-Branche Eau, de conduites vers les douars, de réservoirs de stockage et de régulation et de bornes fontaines.

Composante 2. Promotion de l'extension de la desserte par branchements individuels

Cette composante mettra en place un mécanisme de préfinancement, sous la forme d'un fond de roulement, permettant d'avancer aux ménages qui en font la demande une partie de leur contribution au prix du raccordement à l'eau potable, que les ménages pourront rembourser dans le temps à travers leur facture d'eau. Elle financera également le renforcement de certains « piquages » afin de fournir un service de qualité à la population par branchements individuels.

Composante 3. Renforcement Institutionnel et Appui à la mise en œuvre du projet

Cette composante comprend la mise en place de l'assistance technique d'appui à la mise en œuvre du projet (coordination, mobilisation des équipes techniques et d'animation sociale, l'étude et le suivi des travaux et la mise en place de modes de gestion pérennes des bornes fontaines) et le financement d'études et de prestations de consultants en vue du renforcement institutionnel de l'ONEE-Branche Eau, du renforcement des capacités et d'appui aux unités de gestion des systèmes d'Alimentation en Eau Potable dans les douars.

Le choix de ces interventions est justifié par l'absence de ressource en eau alternative et la forte demande des populations visées par le projet pour un accès potentiel à l'eau potable à travers une borne fontaine. Celle-ci leur permettra un accès durable à l'eau potable et réduira nettement pour eux le coût humain (les sources alternatives étant souvent à plusieurs kilomètres des villages, et de qualité incontrôlée) et financier (l'eau dont ils disposent actuellement est achetée au prix élevé) de l'accès à la ressource.

Globalement, les nouvelles composantes d'adduction rurale du Projet toucheront 47 Communes Rurales et permettront d'étendre et d'améliorer l'accès à l'eau potable à plus de 1218 nouveaux douars (villages) et plus de 418.000 habitants dans les 2 provinces précitées). Le Projet permettra également le renforcement de la desserte en eau potable dans certaines localités des provinces de Nador et de Driouch.

2.2 DESCRIPTION DETAILLÉE DES ACTIVITÉS ET DE LA ZONE D'INTERVENTION

Dans le cadre du renforcement de l'Alimentation en Eau Potable de la ville de Nador et des agglomérations avoisinantes, l'ONEE Branche Eau (DTI et DR6) initie les travaux détaillés ci-dessous :

- Extension de la station de traitement et du système de production et d'adduction d'eau brute ; ce volet consiste en :
 - La construction d'une station de traitement de capacité 600 l/s,
 - La construction et l'équipement d'une station de pompage d'eau brute (SPEB),
 - La pose de 5 000 ml de conduite DN1200 mm BP.
- Renforcement de l'adduction régionale de Midar ; ce volet consiste en :
 - La pose de conduite d'adduction pour une consistance de 94 km de diamètre compris entre DN 200 et DN 450 mm fonte et PVC,
 - La construction de 02 réservoirs semi enterré (RSE) de capacité 1000 m³ et un RSE de capacité 1500 m³,
 - La construction et l'équipement de six stations de pompage.
- Distribution en eau potable en milieu rural dans les provinces de Nador et Driouch : ce volet consiste en :
 - La pose de plus que 1000 km de réseau de distribution de diamètre compris entre DN 50 mm et DN 315 mm en PVC, fonte et en PEHD,
 - La réalisation de 15 réservoirs RSE de différentes capacités (20, 30, 100, 150, 200, 250, 300, 400 et 500 m³),
 - La réalisation d'un réservoir surélevé (ou sur tour RST) de capacité 100 m³,
 - La construction et l'équipement de onze stations de pompage avec des bâches de capacité 5, 10, 20, 30, 50, et 100 m³).

Les communes visées par le Projet figurent parmi les communes les plus pauvres du Maroc, selon les données officielles de la carte de la pauvreté datant de 2007³. En effet, les communes rurales ciblées telles qu'illustrées dans le tableau ci-dessous, affichent respectivement des taux de pauvreté et de vulnérabilité sensiblement supérieurs à la moyenne nationale et soulignent le fort engagement du projet à améliorer la qualité de vie des populations rurales les plus défavorisées, lui donnant ainsi un caractère social bénéfique tant attendu et désiré par la population, comme cela est expliqué dans la section 2.3.

TABLEAU 1 - TAUX DE PAUVRETE ET VULNERABILITE DANS LA ZONE D'INTERVENTION

Commune rurale ⁴	nombre de localités	Population EMS	Pauvreté		Vulnérabilité	
			Taux	Population EMS	Taux	Population EMS
Afsou	10	3273	30%	994	82%	2689
Ait Mait	33	6269	89%	5553	132%	8255
Amejjaou	32	6646	29%	1958	89%	5897

³ HCP : carte de la pauvreté 2007, Maroc

⁴ la zone Ain Zohra a été assimilée à la CR Oulad Boubekeur ; la zone Ben Tayeb a été assimilée à la CR Ouardana ; la zones de Zaio, Berakanuyine et Kariat Arkemane ont été assimilées à la CR Ouled Settou

Hassi Berkane	21	5635	42%	2351	105%	5908
Iferni	13	3348	23%	781	59%	1988
Metalsa	6	2654	22%	576	65%	1723
Ouardana	14	6459	29%	1879	79%	5103
Oulad Boubkeur	15	4517	20%	896	29%	1331
Oulad Daoud Zkhanine	21	5252	23%	1200	34%	1783
Oulad Settout	33	11646	34%	3997	51%	5942
T3 Midar + Tiztoutine	8	6397	22%	1381	32%	2052
Tafersit	8	4624	15%	686	22%	1019
Totaux et moyennes	214	66720	31%	20996	65%	43326

2.3 LES IMPACTS SOCIAUX DU PROJET

Les activités du Projet d’Alimentation en Eau Potable Rurale ont fait l’objet d’une évaluation environnementale et sociale, qui a été revue et déclarée acceptable pour la Banque mondiale. Cette évaluation environnementale et sociale comprend une évaluation détaillée des impacts potentiels des activités du projet, des mesures d’atténuation dont la mise en œuvre et le suivi sont déclinés dans le cadre d’un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES). Ce dernier a pour objet la prise en compte des préoccupations environnementales et sociales dans la conception et la mise en œuvre des activités du projet.

La mise en œuvre du projet s’accompagne de nombreux bénéfices, le premier d’entre eux étant d’apporter aux populations un service d’eau potable continue et de qualité, permettant d’améliorer significativement la vie des populations rurales qu’il permettra de desservir. En particulier, les impacts positifs du Projet comprennent:

- Augmentation de la disponibilité de l’eau potable, vitale pour le développement humain dans les zones rurales ;
- Gains de temps permettant d’accroître la participation aux activités éducatives et économiques, en particulier pour les jeunes filles et les femmes ;
- Réduction de la prévalence des maladies véhiculées par l’eau, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans ;
- Renforcement de la cohésion sociale et stimulation de l’apparition d’activités collectives ; et
- Atténuation de la forte tendance à l’émigration rurale, qui a été alimentée par l’augmentation de la pauvreté dans les campagnes

Les résultats de l’analyse des impacts des activités du projet ont permis de confirmer l’absence d’impacts négatifs critiques et irréversibles. Les impacts du projet ont été jugés faibles et localisés. Compte tenu des retombées vitales de l’AEP sur le développement humain des populations rurales concernées, les impacts du projet sont généralement positifs.

Selon les résultats de cette évaluation, la classification du projet dans la catégorie « B » par la Banque Mondiale est justifiée par les nombreux bénéfices environnementaux et sociaux générés et de potentiels impacts environnementaux et sociaux négatifs maîtrisables ;

3 RECENSEMENT ET INDEMNISATION DES POPULATIONS

3.1 RECENSEMENT DES POPULATIONS

3.1.1 MODALITES

De manière générale, l'ONEE cherche à poser les conduites le plus possible dans des emprises publiques, ce qui nécessite seulement une occupation temporaire et une indemnisation des dégâts causés pendant les travaux. L'ONEE travaille pour éviter au maximum de passer dans des propriétés privées, en vue de limiter les procédures d'expropriation. Très concrètement, l'ONEE passe en revue la conception technique proposée sur la base des états parcellaires, en vue d'évaluer les possibilités techniques d'éviter au maximum les acquisitions, en particulier pour l'emplacement des infrastructures, qui, sur la base de l'expérience de l'ONEE, représente la majorité des acquisitions.

Néanmoins, le projet d'alimentation en Eau Potable, comme pour tout projet de développement, nécessite la mobilisation de certaines assiettes foncières pour réaliser les adductions régionales, les réseaux de dessertes et les ouvrages collectifs.

Il y a lieu de préciser que généralement les superficies nécessaires à la mise en œuvre des projets d'alimentation en eau potable de l'ONEE, ne dépassent pas 10 % de la superficie globale de propriétés affectées par le projet, c'est pourquoi aucun déplacement physique involontaire des populations n'est prévu. Dans le cas de ce projet, ces superficies sont inférieures à 7%.

Comme définie plus haut dans le présent PAT, la procédure appliquée en ce qui concerne l'acquisition des terrains nécessaires à la réalisation des ouvrages précités, est régie par le cadre légal national et est conforme à la PO 4.12 de la Banque.

Les procédures d'acquisition des terrains, engagés par l'ONEE, varient selon leur statut foncier ; cependant, le mode d'acquisition par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique demeure le plus fréquent.

Comme indiqué dans le Tableau 7, la gestion de ces procédures est partagée par la Direction Juridique centrale (DAJ) et les services régionaux de l'ONEE, conformément à leurs attributions respectives.

Le choix des terrains à acquérir pour les besoins du Projet projets est réalisé par les ingénieurs chargés des études techniques au stade de l'étude d'avant-projet sommaire (APS). Ce choix est fondé sur des critères d'optimisation et de faisabilité technique et socio-économique du projet (étude de toutes les alternatives réalisables), en essayant de minimiser le recours à l'expropriation des terrains privés et d'assurer, le cas échéant, que l'actif restant de ces terrains demeure exploitable. L'opération de délimitation des parcelles de terrains à acquérir, l'identification de leurs statuts juridiques et leurs propriétaires est menée par des Ingénieurs Géomètres Topographes (IGT), après la validation des études d'avant-projet définitives (APD).

Les procédures d'expropriation et d'occupation temporaire sont engagées par les services régionaux concernés après établissement et validation des dossiers parcellaires conformément aux procédures en vigueur (DAJ.F.01, DAJ.F.03, DAJ.F.05, DAJ.F.06).

3.1.2 ETAT D'AVANCEMENT

La première étape du processus d'acquisitions des terrains a été déclenchée. Elle a consisté en la réalisation des études topographiques et des enquêtes parcellaires permettant l'identification et le recensement des personnes affectées par le projet et des parcelles de terrain touchées par l'implantation des ouvrages du projet. Ces informations sont consignées dans des dossiers parcellaires, établis pour chaque commune, et ce, conformément aux procédures en vigueur.

Le recensement des populations affectées est fait selon la réglementation en vigueur, en concertation avec les autorités locales, dans le cadre de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique et d'occupation temporaire. Comme indiqué dans le tableau 3 ci-dessous, seuls les propriétaires des terres Melk ont été recensés. Le nombre des exploitants des terres collectives sera recensé pendant l'opération du constat des dégâts. Le PAT étant un document vivant, il sera actualisé à fur et à mesure que l'information devient disponible.

Les dossiers parcellaires comportent, en plus du recensement des terres à acquérir aux fins du Projet, le recensement des populations affectées par l'acquisition des terrains, spécifiant l'identité des propriétaires et ayant-droits. Ces dossiers parcellaires sont disponibles pour consultation et à la demande.

Les parcelles de terrain, retenues pendant les études du projet d'AEP des Douars des provinces de Nador et de Driouch, pour y abriter les ouvrages et installations hydrauliques relèvent du territoire de 18 communes rurales à savoir : Ouled Boubker, Ben Taib, Ouardana, Ait Mait, Municipalité de Midar, Iferni, Tafersit, Amjaoue, Afsou, Hassi Berkane, Ouled Daoued Zkhanin, Ouled Settout, Lamtalsa, Tiztoutine et Ain Zohra.

La typologie juridique des assiettes foncières identifiées et leur consistance et le nombre (partiel) des ayants droits affectés se présentent, par commune, comme suit :

TABLEAU 2 - PLAN D'ACQUISITION DES TERRAINS PAR COMMUNE, STATUT FONCIER ET SUPERFICIE ET NOMBRE DES PERSONNES AFFECTEES

Province	Commune rurale	Type	Nombre de Parcelle	Superficie (m2)
Driouch	Ouled Boubker	Melk	38	36196
		DC	1	296
		DPE	–	–
	Ourdana	Melk	40	10656
		DC	–	
		DPE	–	
	Ait Mait	Melk	23	12814
		DC	–	
		DPE	–	
	Tafersit	Melk	10	16331
		DC	–	
		DPE	–	
	Amjaoue	Melk	2	1 275
		DC	–	–
		Habous	3	1028
	Municipalité de Ben Taib	Melk	3	2503
		DC	–	
		DPE	–	
	Municipalité de Midar	Melk	11	11781
		DC	–	
		DPE	–	
Iferni	Melk	6	12067	
	DC			
	DPE			
Nador	Afsou	Melk	25	18888
		DC	–	
		DPE	–	
	Hassi Berkane	Melk	1	2951
		DC	–	
		DPE	–	
	Ouled Daoud Zkhanine	Melk	63	44939
		DC	–	
		DPE	–	
	Ouled Settout	Melk	6	4525
		DC	–	
		DPE	–	
	Tiztoutine	Melk	9	2125
		DC	–	
		DPE	–	
	Metalsa	Melk	66	49163
		DC		
		DPE		
	Ain Zohra	Melk	26	18724
		DC	–	
		DPE	–	
Total			333	246 262 m2

Il s'agit au total de 333 parcelles, d'une superficie globale de 246.262,00 m² couvrant l'ensemble des communes précitées.

Ainsi, dès recensement de la population et détermination des parcelles de terrain touchées par les infrastructures du projet (délimité sur des plans établis par le topographe), la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique est engagée pour l'ensemble des parcelles affectées.

3.2 INDEMNISATION ET DEDOMMAGEMENT DES POPULATIONS

3.2.1 MODALITES GENERALES

La déclaration d'utilité publique se fait par un acte administratif dit Projet de Décret d'Expropriation (PDE), qui désigne à la fois, l'ensemble des biens visés par l'expropriation et les travaux ou opérations prévus sur ces biens. Le PDE est soumis à des formalités de publicité et d'affichage selon les dispositions de la loi, notamment sa publication au Bulletin Officiel (BO) qui déclenche la phase d'enquête administrative. Dès la publication du PDE au BO, les biens visés ne peuvent faire l'objet d'aucune transformation sans autorisation de l'expropriant. Bien que cette date ne constitue pas formellement une date-butoir, elle en remplit l'objectif puisqu'elle permet d'éviter que le site ne soit squatté afin d'obtenir des compensations indues

Lors de l'enquête administrative, le PDE est déposé au bureau de la commune du lieu concerné, accompagné d'un plan situant les biens touchés par l'expropriation et un registre d'observation. Les intéressés peuvent en prendre connaissance et consigner sur le registre précité, leurs observations pendant un délai de deux mois, à dater de sa publication au BO. Cette procédure est décrite en détail en Annexe B.

Le processus d'indemnisation à l'amiable est déclenché après la clôture de l'enquête administrative et traitement des remarques du registre d'observations⁵. Une demande est adressée aux autorités locales pour provoquer une Commission Administrative d'Evaluation (CAE) pour l'évaluation des indemnités. Cette commission (dont la composition est spécifiée en Annexe B) est présidée par l'autorité locale. L'ONEE y siège en qualité d'observateur et assure la rédaction du PV de la CAE.

Le but étant de procéder :

- à l'indemnisation des propriétaires, usufruitiers et/ou exploitants, tant sur les pertes d'actifs et de sources de revenus que sur les dommages occasionnés par les travaux, soit directement sur le terrain (constructions, cultures et aménagements divers), soit indirectement par perte d'accès temporaire au terrain par les ayants droits;
- au versement des indemnités relatives à la valeur vénale du terrain, aux propriétaires ayant accepté les prix évalués par la CAE et disposant des documents justifiant leur jouissance des biens expropriés ;
- à la consignation à la CDG des montants d'indemnités non réglés à l'amiable.

Le processus d'indemnisation peut être résumé comme suit :

- **Critères.** Les critères de base⁶ pour l'octroi de l'indemnité à l'exproprié recensé, est d'être détenteur d'un droit de propriété formel (titre foncier ou actes adoulaïres), ou être reconnue exploitant des terrains qu'il occupe pour une période dépassant dix (10) ans ; laquelle reconnaissance est appuyée par un certificat administratif ou actes de notoriété délivrés par les Autorités Locales (AL). Quand il s'agit de terres mises en valeur, la loi reconnaît que tous les détenteurs de droits (selon les dispositions des paragraphes 3(a), 6, 13, 14, 15 et 16 de la PO 4.12) sont autorisés à percevoir une indemnisation, qu'ils soient propriétaires, locataires ou

⁵ Si le registre comprend des observations (erreur de superficie, identité des expropriés...), une séance est organisée, conjointement avec l'autorité locale et les intéressés afin d'étudier chaque observation et dresser un P.V. comprenant la suite réservée (ou à réserver) à chaque observation. En cas d'erreurs, le redressement se fait par acte modificatif au projet de décret et des lettres de réponses sont adressées aux personnes ayant émis des observations.

⁶ Paragr. 15 de PO 4.12 (Annexe C).

occupants, usufruitiers, propriétaires d'arbres ou de tout autre aménagement existant sur les parcelles de terrain expropriées au moment de la déclaration d'utilité publique.

- **Indemnisation des dégâts au titre de l'occupation.** Sur la base du PV du constat des dégâts et les prix fixés par la CAE,⁷ une décision d'indemnisation est établie par l'ONEE spécifiant les montants à indemniser à chaque ayant droit. Une séance d'indemnisation est organisée par l'Autorité Locale à la demande de l'ONEE à laquelle sont convoqués les ayants droits dont les noms figurent sur le PV de constat et la décision d'indemnisation. Les indemnités allouées aux propriétaires et/ou exploitants, leur sont versées après présentation des pièces requises et signature des actes de renonciation. Un Procès-Verbal de la séance est établi et signé par l'autorité locale et le représentant de l'ONEE.
- **Consignation des indemnités.** Le processus de la consignation des indemnités à la CDG peut être entamé au cours de la phase administrative, dès clôture de l'enquête administrative et évaluation des indemnités par la CAE⁸. Cependant il devient exigible dès publication de l'acte de cessibilité et avant même le dépôt des requêtes de prise de possession et de transfert de propriétés par l'ONEE auprès du tribunal Administratif. Les montants consignés, par décision du Directeur Général de l'ONEE, sont mis à la disposition des expropriés dès qu'ils passent un accord amiable ou obtiennent un jugement de transfert de propriété.

A noter que la consignation des indemnités, non payées directement aux bénéficiaires lors de la séance de conciliation, présente plusieurs avantages dans la mesure où :

- il s'agit d'une sortie effective des fonds de la trésorerie de l'Office au compte ouvert à la CDG au profit des expropriés, consignés de manière nominative et ne pouvant donner lieu au changement de titulaire qu'au vu des pièces justificatives réclamées par la CDG ;
- les sommes consignées ne sont pas restituables à l'Office que dans des cas rigoureusement prescrits : annulation de la procédure d'expropriation dûment justifiée, saisie du compte de l'ONEE par décision judiciaire ou versement des indemnités dans un compte ouvert auprès du tribunal compétent ;
- les sommes déposées sont productives d'intérêts au taux légal⁹ ;
- les mains levées peuvent être délivrées par l'Office aux ayants droit dès production des pièces justificatives ;
- les montants déconsignés au vu des mains levées obtenues sont payables localement aux ayants droits par les Perceptions décentralisées.

L'occupation temporaire des terrains (destinée à faciliter la réalisation des études et des travaux préparatoires et à déposer temporairement des outillages et matériaux ou pour établir un chantier et des voies nécessaires à l'exécution des travaux¹⁰), est sanctionnée par un Arrêté ministériel d'Occupation Temporaire (AOT) notifié aux Autorités Locales pour en informer les propriétaires et ayants droit concernés. La durée de validité de l'arrêté d'occupation temporaire est de 5 ans. Les ayants droits perçoivent une indemnisation sur les dégâts occasionnés.

3.2.2 DETERMINATION DES MONTANTS DES INDEMNISATIONS

Les indemnisations fixées par la CAE, sont déterminées sur la base de la superficie mesurée par l'Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) agréé et au vu des prix du foncier prévalant dans la région en se

⁷ L'indemnité évaluée par la CAE est souvent égale ou légèrement supérieure à la valeur marchande.

⁸ Dans un souci d'éviter toute contestation, l'ONEE consigne à la Caisse de Dépôt et Gestion (CDG) les indemnités fixées par la Commission Administrative d'Evaluation dans les meilleurs délais possibles.

⁹ Article 31 de la loi N°7-81

¹⁰ Art. 6 du décret 2.82.382 du 4 Rajeb pris pour l'application de la loi 7-81

référant à des postes de comparaison relatifs à des transactions réalisées et enregistrées au niveau des services d'Enregistrement et Timbres. Les indemnités sont versées au propriétaire de l'assiette foncière, pour le cas des particuliers et aux administrations de tutelles dans le cas des terrains collectifs, Guichs ou Habous.

Quand il s'agit de terres mises en valeur, quel que soit le régime foncier des terrains expropriés, les dégâts superficiels et les pertes de revenus seront constatés et indemnisés aux ayants droit. Le constat de l'état des lieux s'effectue en présence des ayants droit, de l'autorité locale, et du représentant de l'autorité expropriante.

Il est à noter que les expropriés n'ayant pas accepté les prix fixés par la CAE, peuvent :

- contester le montant de l'indemnité prévisionnelle devant le juge qui peut la réévaluer ou se faire aider par des experts, chaque fois qu'une difficulté d'évaluation se présente ;
- prétendre au versement de cette indemnité comme provisoire et faire valoir leur droit à une éventuelle augmentation par voie de justice¹¹ (phase judiciaire)¹².

De même que les propriétaires ou reconnu comme tels qui n'arrivent pas à produire des actes de propriété probants, peuvent produire un acte de notoriété établi, désormais, selon les dispositions du nouveau code d'immatriculation foncière¹³.

3.2.3 SITUATION A CE JOUR

La situation du processus d'acquisition et d'indemnisation se présente à ce jour comme suit :

- Les enquêtes parcellaires ont été réalisées : les parcelles à acquérir dans les communes cibles du Projet, sont au nombre de 333 parcelles, d'une superficie globale de 246.262,00 m², appartenant majoritairement à 293 particuliers (Melk) ;
- 16 dossiers d'expropriation et 16 arrêtés d'occupation temporaire ont été établis ;
- 9 projets de décrets d'expropriation ont été publiés sur le Bulletin Officiel ;
- 7 CAE ont été tenues et 7 demandes ont été adressées pour la tenue des CAE restantes dans les mois à venir ;
- Le processus d'indemnisation a été engagé à travers la tenue de 3 premières séances de conciliation avec les propriétaires privés, les 10/10/2012, 22/01/2013 dans la commune rurale de Lamtalsa (Nador) et le 14/07/2014 dans la commune rurale d'Oulad Daoud Zkhanine (Nador).

Le tableau ci-dessus dresse la situation d'acquisition et d'indemnisation à ce jour :

TABLEAU 4 – ETAT D'AVANCEMENT DES PROCEDURES D'ACQUISITION DU FONCIER

Province	Commune rurale	Nature juridique	Nombre de Parcelle	Nombre de Personnes	Procédures réalisées à ce jour
Driouch	Ouled Boubker	Melk	38	38	Adressé à Mr Caïd Pour Faire une réunion CAE : Envoi N°2/3359 du 28/04/2014
		DC	1	1	

¹² Art. 42 de la loi 7-81

¹³ Dahir n° 1.11.177 du 22 novembre 2011 portant promulgation de loi 14.07 relatif au code d'immatriculation foncière.

		DPE	-	-	
	Ourdana	Melk	40	35	Adressé à Mr Caïd Pour Faire une réunion avec la commission administrative d'évaluation (CAE) : Envoi N°2/8817 du 26/11/2014
		DC	-	-	
		DPE	-	-	
	Ait Mait	Melk	23	19	Adressé à Mr Caïd Pour Faire une réunion lors de la séance de conciliation (SC) : Envoi N°2/9337 du 15/12/2014
		DC	-	-	
		DPE	-	-	
	Tafersit	Melk	10	8	=
		DC	-	-	
		DPE	-	-	
	Amjaoue	Melk	2	2	=
		DC	-	-	
		Habous	3	-	
	Municipalité de Ben Taïb	Melk	3	3	=
		DC	-	-	
		DPE	-	-	
	Municipalité de Midar	Melk	11	11	Adressé à Mr Pacha Pour Faire une réunion CAE : Envoi N°2/8233 du 04/11/2014
		DC	-	-	
		DPE	-	-	
	Iferni	Melk	6	6	Dépôt registre observation
		DC			
		DPE			
Nador	Afsou	Melk	25	19	Adressé à Mr Caïd Pour Faire une réunion CAE : N° Envoi N°2/8814 du 26/11/2014
		DC	-	-	
		DPE	-	-	
	Hassi Berkane	Melk	1	1	Adressé à Mr Caïd Pour Faire une réunion CAE : Envoi n° 2/2/881 du 26/11/2014
		DC	-	-	
		DPE	-	-	
	Ouled Daoud Zkhanine	Melk	63	56	Adressé à DR6/DT pour renseignement à propos des modifications pour lancer le décret définitif
		DC	-	-	
		DPE	-	-	
	Ouled Settout	Melk	6	4	Adressé à Mr Caïd Pour Faire une réunion CAE : Envoi n° 2/8818 du 26/11/2014
		DC	-	-	
		DPE	-	-	
	Tiztoutine	Melk	10	10	Adressé à Mr Caïd Pour Faire une réunion CAE : Envoi n° 2/8815 du 26/11/2014
		DC	-	-	
		DPE	-	-	
	Metalsa	Melk	8	8	SC Tenue le 22/01/2013

		DC		
		DPE		

L'état d'avancement des indemnisations est renseigné au niveau des états A2.2 et A3.1. Ces états seront actualisés au fur et à mesure de l'avancement des procédures d'actions foncières engagées.

4 CADRE D'INFORMATION ET DE CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES :

Les populations bénéficiaires du Projet et potentiellement affectées par ses impacts sociaux, notamment les acquisitions de terrains, sont consultées à de multiples reprises lors des différentes phases de préparation du Projet :

- L'ensemble des parties prenantes sont consultées à l'initiative de l'ONEE dans le cadre de la préparation des documents relatifs aux impacts environnementaux et sociaux du Projet, en cohérence avec les politiques opérationnelles PO 4.01 et 4.12 ;
- Les personnes affectées sont consultées dans le cadre de la procédure d'expropriation, une première fois dans le cadre de l'enquête publique préalable à la publication du décret d'expropriation, une deuxième fois lors de l'enquête administrative, puis une troisième fois dans le cadre des commissions de conciliation, au cours desquels chaque personne affectée se voit proposer le montant de la compensation telle que déterminée par la CAE ;
- Les autorités locales et les communautés sont informées et impliquées lors des séances organisées régulièrement avant et tout au long du Projet, par les Équipes de Mobilisation Sociale (EMS), formées à l'approche participative ; ces séances visent à sensibiliser toutes les parties prenantes et faciliter leur participation dans la mise en œuvre du projet et la sauvegarde des investissements, qui revêtent dans leur quasi-totalité un caractère social indéniable.

Les actions de consultation réalisées à ce jour, ou prévues, ainsi que les populations ciblées, sont synthétisées dans le tableau ci-dessous. Les modalités de ces consultations sont résumées dans les sections suivantes, et détaillées en Annexe C.

TABLEAU 5 –CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE CONSULTATION

Consultation	Population cible	Date
Consultations publiques réalisées par l'ONEE (DEP – Agence Nador) au profit des CR des provinces de Nador et de Driouch dans le cadre de l'élaboration de l'évaluation environnementale et sociale du Projet	Ensemble des parties prenantes	Octobre 2009
Rencontres dans le cadre de l'enquête administrative relative au projet de décret d'expropriation pour cause d'utilité publique	Personnes affectées par l'acquisition de terrains (ayant-droit)	15/02/2015
Commissions de conciliation au préalable de la publication du décret définitif d'expropriation	Personnes affectées par l'acquisition de terrains (ayant-droit)	30/09/2015
Diagnostic participatif, premier passage des équipes de mobilisation sociale (EMS) au niveau d'un lot de douars prioritaire, concernant 12 douars dans les provinces de Nador et Driouch.	Autorités locales et communautés affectées.	18/12/2012 au 11/01/2013
Mobilisation sociale (EMS) – Information et implication des autorités locales	Autorités locales	18/12/2012 au 11/01/2013 18/02/2013 au 31/03/2013 29/04/2013 au 01/06/2013 16/09/2013 au 30/09/2013 20/05/2014 au 20/06/2014
Mobilisation sociale (EMS) – Participation des communautés	Communautés affectées	18/12/2012 au 11/01/2013 18/02/2013 au 31/03/2013 29/04/2013 au 01/06/2013 16/09/2013 au 30/09/2013 20/05/2014 au 20/06/2014

4.1 CONSULTATIONS REALISEES DANS LA ZONE D'INTERVENTION

Les consultations publiques se sont déroulées lors des ateliers organisés, le 23 Juillet 2009 à Nador. Cette campagne de consultations publiques a permis d'informer les populations, les élus communaux et les autorités locales sur les activités du présent projet, de les associer à l'évaluation des impacts sociaux-économiques éventuels du projet et de leur permettre de formuler leurs observations et propositions à ce sujet.

Dans l'ensemble, les personnes présentes lors des consultations (**liste ci-joint en annexe C**) adhèrent au projet et y voient une opportunité d'amélioration de leurs conditions de vie. Ces consultations ont ainsi permis de mesurer l'engagement des populations à :

- assurer les conditions en vigueur pour le développement du projet ;
- céder le passage aux conduites et faciliter la construction des ouvrages du projet et l'accès à ces ouvrages autant que nécessaire ;
- respecter l'environnement après la mise en service du projet notamment en cas de développement de branchements individuels.

Concernant les impacts potentiels du projet, aucun impact potentiellement négatif n'a été cité par les personnes présentes lors des consultations. Les ateliers ont été mis à profit pour sensibiliser les participants sur le besoin potentiel d'occupation temporaire ou d'acquisition de terrains pour certains ouvrages. Les ateliers ont permis également de confirmer la forte demande des populations pour les BI.

Une synthèse des résultats de ces consultations est présentée en Annexe C.

Par ailleurs, il est à noter que lors des enquêtes parcellaires réalisées, les superficies des actifs concernées par l'expropriation ont été identifiées. Lors de ces rencontres avec les populations, les élus et les responsables des communes, la question d'acquisition de terrains et les procédures et recours associés ont été discutées, et les objectifs et bénéfices du projet clarifiés et ce afin qu'elles puissent formuler leurs éventuelles observations et commentaires sur les registres des observations affichés au communes de manière informée. La plupart des résistances rencontrées dans la mise en œuvre de tels projets étant d'expérience, liées plus à un manque d'information qu'au projet ou à l'acquisition proprement dits. Les élus et les responsables des communes concernées ont activement participé à ce début de processus de consultation. C'est au cours de ces rencontres que les populations ont exprimé leur soutien au projet après avoir bien compris l'impact positif du projet sur leur vie en général et sur celle des femmes et des filles en particulier puisque ce sont elles qui, présentement, subissent la corvée de la collecte et du transport de l'eau. Ayant compris que les tailles des terrains à acquérir seront minimales et que les déplacements physiques seront évités et qu'après l'accomplissement des travaux les ayants droits pourront librement utiliser le terrain, les populations, les élus et les responsables n'ont manifesté aucune hostilité à l'encontre du programme d'expropriation.

4.2 CONSULTATIONS REALISEES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE D'EXPROPRIATION

4.2.1 ENQUETE ADMINISTRATIVE

L'enquête administrative inclut l'enquête publique. Conformément aux dispositions de la loi 7.81 relatives à l'enquête publique, à l'information, à la sensibilisation, à la publicité et l'affichage des actes déclaratifs d'utilité publique (Projets de Décret) chaque acquisition de terrain doit faire l'objet d'une enquête publique au préalable de la publication du projet de décret d'expropriation des terrains. En effet, l'acte déclaratif d'utilité publique (PDE) est soumis à des formalités de publicité et d'affichage selon les dispositions de la loi, ainsi le PDE est :

- publié au Bulletin Officiel (BO) et dans un ou plusieurs journaux autorisés à recevoir les annonces légales ;

- déposé, au bureau de la commune du lieu concerné, accompagnée d'un plan situant les biens touchés par l'expropriation et un registre d'observation. Les intéressés peuvent en prendre connaissance et consigner sur le registre précité, leurs observations pendant un délai de deux mois, à dater de sa publication au BO.

Ainsi, l'enquête administrative permet à la fois de recueillir les objections élevées à l'encontre de l'utilité publique du projet et les conditions de sa réalisation, et de faire apparaître les titulaires de droits portant sur les biens concernés par l'opération.

L'ONEE a engagé un processus de consultation et de concertations publiques complémentaire auprès des responsables et des populations des communes concernées par le projet en date de mars et avril 2014.

Ce processus continuera tout au long de la durée de vie du projet selon les besoins et selon un programme et des procédures tels que décrits en Annexe B.

Les résultats des observations des ayants-droits consignés dans les registres qui sont dûment signés par les autorités locales après clôture de l'enquête publique, sont mis en annexe C du présent PAT.

4.2.2 COMMISSIONS DE CONCILIATION

Les consultations et concertations conduites par les commissions de conciliation prévues dans le cadre de la procédure d'expropriation, portent sur les questions d'expropriation et de compensation. Au cours de ces rencontres, les ayants droits :

- Peuvent exprimer leurs inquiétudes, problèmes et suggestions et recevront les réponses et suggestions y afférentes ;
- Sont informés sur leurs droits et les systèmes de recours mis à leur disposition.

Le tableau suivant présente le calendrier prévisionnel de consultation des ayants-droits. A noter que :

- Les dates proposées dépendent de la publication effective des PD au BO et aussi de la réactivité des autorités locales pour convoquer les CAE et les CCEL.
- Les délais proposés peuvent être réduits si la Province accepte de tenir une seule CAE pour l'ensemble des communes.

Le processus de négociation et d'indemnisation des ayants droits est déclenché dès fixation du prix unitaire du mètre carré (ou l'hectare) par la CAE. Néanmoins, les dates clés du calendrier prévisionnel de ce processus sont présentées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau sera mis à jour en fonction de l'évolution du processus d'acquisition au niveau des prochaines versions du présent PAT.

TABLEAU 6 - CALENDRIER DU DECLENCHEMENT DU PROCESSUS DE NEGOCIATION ET D'INDEMNISATION DES AYANTS DROITS (ACTIONS REALISEES ET ACTIONS PROGRAMMEES :

Driouch – Communes concernées	Nombre de dossier dont les procédures sont engagées	Séances d'information et de conciliation tenues avec les ayants droits	Date
Ouled Boubker	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT :	04/04/2014
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	
		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	
Ben Taib	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT :	avr-14
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	19/02/2015
		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	17/03/2015
Ouardana	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT :	28/03/2014
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	18/02/2015

		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	18/03/2015
Ait Mait	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT :	31/03/2014
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	22/05/2014
		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	14/01/2015
Municipalité de Midar	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT :	23/04/2014
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	28/01/2015
		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	27/02/2015
Iferni	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT :	La procédure d'expropriation sera engagée en vertu du Projet de décret qui sera publié au BO n° 5335 du 21/01/2015
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	
		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	
Tafersit	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT :	21/04/2014
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	22/01/2015
		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	26/02/2015
Amjaoue	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT :	28/03/2014
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	19/01/2015
		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	26/02/2015

Nador – Communes concernées	Nombre de dossier dont les procédures sont engagées	Séances d'information et de conciliation tenues avec les ayants droits	Date
Afsou	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT :	21/04/2014
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	02/02/2015
		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	03/03/2015
Hassi Berkane	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT :	28/03/2014
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	27/01/2015
		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	17/02/2015
Ouled Daoued Zkhanin	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT :	
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	
		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	14/07/2014
Ouled Settout	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT :	avr-14
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	02/02/2015
		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	03/03/2015
Lamtalssa	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT le :	
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	
		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	10/10/2012 et 22/01/2013
Tiztoutine	1 dossier OT	<input type="checkbox"/> Signature de l'AOT le :	avr-14
	1 dossier expropriation	<input type="checkbox"/> Tenue CAE le :	02/02/2015
		<input type="checkbox"/> Séance de conciliation :	03/03/2015

4.3 CONSULTATIONS PLANIFIEES DANS LE CADRE DE L'INTERVENTION DE L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS)

Une équipe de mobilisation sociale (EMS) travaille avec la population, les élus et les responsables régionaux et locaux pour aider à mettre en œuvre le projet d'une façon participative et donc à sensibiliser toutes les parties prenantes et faciliter leur participation dans la mise en œuvre du projet et la sauvegarde des investissements, qui revêtent dans leur quasi-totalité un caractère social indéniable.

En effet, dans le cadre des marchés d'Assistance Technique d'Appui à la Mise en Œuvre contractée par l'ONEE pour accompagner la mise en œuvre de ses projets d'extension de la desserte en AEP dans le rural, une méthodologie d'approche participative a été développée. Cette méthodologie s'appuie sur trois phases :

- **L'information et l'implication des autorités locales**, à travers
 - (1) L'information des autorités provinciales et les Communes Rurales à propos du programme prioritaire ; et
 - (2) L'implication des CR au moyen de conventions et d'accords conclus avec l'ONEE, les communes rurales s'engagent à mettre à disposition les fonds requis ; et
- **(3) La mobilisation sociale et participation des communautés.** Au cours de cette phase, les EMS effectuent trois tâches critiques : elles informent et consultent les communautés et vérifient la nature de leurs demandes; elles effectuent le diagnostic social participatif des communautés, et elles constituent les structures des communautés nécessitées par le projet. Cette phase d'accompagnement des communautés est essentielle au succès et à la durabilité du projet.

Chacune de ces phases implique au moins un passage de l'EMS dans chacun des douars concernés. En résumé, La consultation et l'information des ayants droits, leur élus et des responsables concernées par le biais de mécanismes participatifs appropriés tant sur le projet que sur le programme d'expropriation, combinée à la nature purement sociale du projet ne peut qu'augmenter les chances de l'appropriation du projet par la population bénéficiaires, et, de ce fait, contribuera à diminuer les risques de conflits et d'opposition au projet par la population.

Il est à noter que l'ONEE a déjà organisé entre le 18/12/2012 et le 01/6/2013, une série d'actions d'information et de consultations des populations locales au niveau des douars repartis sur les 12 CR de Nador et Driouch :

- **Une 1ère mission du 18/12/2012 au 11/01/2013** d'information, de sensibilisation et de diagnostic participatif a concerné 33 douars de la commune rurale d'Ouled Settout (cercle de Selouane – province de Nador) et des systèmes 01, 02, 03, 04, 05. Le diagnostic participatif des 33 douars a concerné une population de **11 646 habitants** formant 2 307 foyers et 2 553 ménages.
- **Une 2ème mission des EMS a été effectuée du 18/02/2013 au 31/03/2013 dans 5 zones de la province de Nador/Driouch** : Od Daoued Zkhanine, Amjaoue, Ait Mait, Ourdana et T3 Midar répartie sur les 6 CR de Od Dd Zkhanine, Amjaoue, Ait Mait, Ourdana, Tiztoutine, et Metalsa. Le diagnostic participatif effectué sur 108 douars a concerné une population de **31 023 habitants** soit 6740 foyers et 7851 ménages.
- **Une 3ème mission des EMS a été effectuée du 29 avril au 01 juin 2013.** Cette mission a concerné 60 douars faisant partie des CR de Hassi Berkane et Afsou dans la province de Nador et des CR de Ouled Boubkeur, Metalsa et Tafersit dans la province de Driouch. Le diagnostic participatif a concerné une population de **20 703 habitants**, soit 4 298 foyers et 4 804 ménages.
- **Une 4ème mission des EMS a été effectuée du 16 au 30 septembre 2013. Cette mission a concerné 13 douars de la CR d'Iferni cercle du Rif dans la province de Driouch.** Le diagnostic participatif a concerné une population de **3 348 habitants**, soit 840 foyers et 917 ménages

5 LA SEQUENCE DETAILLEE DE CES INTERVENTIONS EST PRESENTEE EN ANNEXE C.ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS POUR L'EXECUTION DU PAT

La mise en œuvre du programme d'expropriation et de compensation est essentiellement la responsabilité de l'ONEE, à travers sa direction juridique, les communes concernées et les commissions de conciliation. L'intervention de l'ONEE pour le compte des communes s'effectue sur la base de contrats de gestion déléguée signés avec les Communes et approuvés par le Ministère de l'Intérieur conformément aux dispositions de la Charte Communale et de la loi relative à la gestion déléguée.

Les contrats de gestion déléguée fixent principalement le mode de gestion et de recouvrement des coûts par l'ONEE, la composition et le rôle du comité de pilotage et les clauses classiques de durée et de prise d'effet de la convention, et parfois le régime des biens, à savoirs les biens de retour et les biens de reprise.

Pour les projets destinés à d'Alimentation en Eau Potable du monde rural, en plus du contrat de gestion déléguée, une convention de financement est signée par l'ONEE et la Commune concernée, définissant la consistance des investissements, le montage financier ainsi que des dispositions relatives aux acquisitions des terrains nécessaires à la réalisation des ouvrages et installation d'AEP faisant partie des investissements projetés.

5.1 RESPONSABILITES

5.1.1 RESPONSABILITE DE LA COMMUNE

La commune est responsable des acquisitions de terrain nécessaires aux ouvrages de distribution (de proximité) notamment les réseaux de desserte et les bornes fontaines (BF). Les communes opèrent en étroite collaboration avec les services techniques et juridiques de l'ONEE, qui leur fournissent gracieusement les tracés en plan des conduites jusqu'à la BF. Il appartient à la commune de procéder aux acquisitions de terrains. L'ONEE se refuse à se substituer à la commune dans cette tâche, dont la mise en œuvre contribue à démontrer l'intérêt de la commune pour le service dont elle a formellement fait la demande à travers une convention de gestion déléguée. Néanmoins la commune est tenue d'informer et de fournir à l'ONEE la documentation relative au processus d'acquisition des terrains.

5.1.2 LES COMMISSIONS DE CONCILIATION

Les commissions de conciliation sont responsables des négociations avec les ayants droits et la fixation des prix unitaires et du montant des indemnités à l'amiable. Ces commissions font appel à des experts indépendants et agréés pour la fixation des prix unitaires qui servent de base pour les négociations.

5.1.3 RESPONSABILITE DE L'ONEE

Pour les projets d'alimentation en eau potable rurale, la convention de financement stipule que les acquisitions de terrain nécessaires aux ouvrages de production, à savoir les adductions, les réservoirs, les stations de pompage et autres ouvrage connexes faisant partie du système du transport sont à la charge de l'ONEE. L'ONEE doit s'assurer que les acquisitions des terrains soient exécutées conformément aux modalités de la politique de sauvegarde P.O. 4.12 de la Banque Mondiale et les dispositions de la réglementation nationale et que leur avancement soit consigné et documenté régulièrement au niveau du PAT (cf. tableaux en annexe).

La responsabilité de l'ONEE s'étend également, pour les acquisitions à la charge des communes, de leur demander en vue de les documenter, un suivi régulier de l'état d'avancement des acquisitions des terrains dont elles ont la responsabilité. A ce niveau, l'ONEE est tenu de vérifier auprès de communes concernées,

et avant le commencement des travaux, la mise à disposition des terrains requis, dûment justifiée et documenté.

C'est la Direction Juridique qui est chargée de la supervision et du suivi des opérations de déplacement, de compensation, de recours et de résolution des conflits. Cette direction a une liaison fonctionnelle avec les départements techniques et administratifs et de ce fait assure les relations extérieures avec les administrations, la population, les avocats, les tribunaux et autres instances concernées.

La mission de cette direction est définie comme suit: planifier et réaliser (i) les opérations d'acquisitions des terrains nécessaires pour l'exécution du projet, (ii) l'expropriation et la libération d'emprise d'une façon générale, et (iii) la programmation et la gestion des affaires juridiques et contentieuses.

D'une façon plus détaillée les attributions de cette direction dans le cadre de ce projet sont :

- L'identification en collaboration avec les services techniques de l'ONEE et les communes des activités foncières à réaliser pour la mise en œuvre du programme d'expropriation et de compensation
- La réalisation des recherches foncières auprès des organismes habilités en vue de bien cerner la situation juridique et foncière des terrains concernés par le programme d'expropriation et de compensation;
- La planification et la réalisation des opérations de régularisation foncière nécessaires;
- L'élaboration des formalités nécessaires à l'apurement foncier : préparer les dossiers d'expropriation des parcelles pour la commission de conciliation, (CC) participer aux travaux de la CC, procéder à l'enregistrement, aux paiements et aux suivis des dossiers d'expropriation;
- Le suivi des dossiers judiciaires d'expropriation, en cas de procédure judiciaire;
- L'enregistrement auprès des recettes des finances;
- L'accomplissement des formalités d'immatriculation auprès de la conservation foncière; et
- La gestion du patrimoine foncier (fiche de suivi, actualisation, etc.).

En tout, le personnel de l'ONEE affecté au suivi et la gestion des activités foncières (volet administratif et contentieux) se résume comme suit:

- Direction régionale (DR6) : Service des affaires juridiques et foncières (2 cadres juridiques et un technicien topographe)
- Direction centrale : Direction des Affaires Juridiques (DAJ) (3 agents pendant les phases administrative et contentieuse)
- Direction centrale : Direction du Patrimoine et de l'Administration (DPA), Service de traitement des doléances et des requêtes d'ayant droit

Sur le terrain, ce personnel est assisté par les services techniques à la demande et selon les besoins.

5.2 ETAPES D'EXECUTION

La procédure d'expropriation de terrains privés suivie par l'ONEE et ses étages chronologiques sont résumées dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU 7 - PROCESSUS D'EXPROPRIATION: ETAPES ET RESPONSABILITE

Étapes	Responsabilité au sein de l'ONEE
Consultations publiques	EMS de l'AT -- Direction de la généralisation de l'Eau Potable (DEP) -- Directions des Affaires Juridiques (DAJ)
Identification des sites potentiels nécessaires à la réalisation des ouvrages	DTI et DR6
Choix des sites et recensement de la population affectée	DTI et DR6
Préparation des dossiers techniques parcellaires	DTI et DR6
Enclenchement des procédures spécifiées au niveau des dossiers préparés par le service technique	DR6
Enclenchement du processus d'indemnisation à l'amiable et constitution des dossiers d'expropriation	DR6
Suivi des étapes d'approbation e de publication des DD	DAJ
Indemnisation et immatriculation des propriétés acquises au nom de l'ONEE	DR6
Enclenchement de la phase judiciaire par le dépôt des enquêtes de prise de possession et transfert de propriété, mise à disposition des fonds requis et promulgation du décret d'expropriation	DAJ
Prise de possession de la propriété	DAJ
Suivi des dossiers en cours d'instruction judiciaire	DAJ

6 MECANISME DE GESTION DES DOLEANCES

Les terrains requis pour le Projet seront acquis dans un cadre juridique clair, avec un accord volontaire de la population locale, de même le projet est amené à avoir des impacts sociaux positifs pour cette population. Par ailleurs, l'ONEE a initié, via l'assistance technique et les équipes de mobilisation sociale, un processus d'information et de consultation des parties prenantes afin de détecter et traiter tout début de mécontentement ou conflits.

De plus dans le cadre de la loi relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire l'expropriation, il est prévu des mécanismes de recours administratifs et juridiques, le cas échéant.

Pour améliorer davantage le système de traitement des plaintes, en relation avec les acquisitions des terrains, l'ONEE a mis en place un système d'information qui enregistre toute requête reçue par l'Office, et permet de suivre les différentes phases de traitement qui lui sont réservées. Des états de reporting sont édités de manière régulière pour matérialiser le traitement alloué à chaque requête enregistrée. Les éventuels états concernant le projet pourront être consultés.

6.1 RECOURS A L'AMIABLE

Après avoir organisé les consultations publiques et accomplis toutes les formalités réglementaires prévues par la loi d'expropriation, des plaintes peuvent parvenir à l'ONEE, formulées par des requérants et transmises directement par ces derniers ou par le biais des autorités locales, ou autres instances de l'Etat de leur choix. Ces plaintes sont acheminées vers les services régionaux chargés des activités foncières à l'Office pour les examiner et les traiter. Les plaintes sont ainsi examinées et les réponses sont transmises aux requérants les informant des mesures prises par l'Office ou envisagées d'entreprendre pour satisfaire leurs doléances.

Aussi, et pour améliorer davantage le système de traitement des plaintes, en relation avec les acquisitions des terrains, l'ONEE a mis en place un système d'information qui enregistre toute requête reçue par l'Office, et permet de suivre les différentes phases de traitement qui lui sont réservées. Des états de « reporting » sont rédigés de manière régulière pour matérialiser le traitement alloué à chaque requête enregistrée. Les éventuels états sont accessibles par les ayants droits pour consultation.

6.2 RECOURS PAR VOIE DE JUSTICE

Le recours par voie de justice, contre l'expropriation ou pour toute autre raison, peut s'exercer par les personnes et entités affectées, dans les cas suivants :

- la contestation de l'utilité publique du Projet justifiant l'expropriation des terrains ou non acceptation de la procédure appliquée;
- voie de fait en cas de prise de possession des terrains sans accord amiable conclus avec les expropriés ou une décision de juge d'expropriation au préalable;
- refus du prix unitaire retenu ou du montant de la compensation (Le jugement de transfert de propriété, rendu après une procédure écrite, peut faire l'objet d'un appel ayant pour seul objet la revue de l'indemnité, dans un délai de trente jours à compter de sa notification).

A cet effet, Il est important de rappeler qu'au titre d'un effort propre, L'ONEE a pris sur lui de prendre en charge les frais de recours entrepris par les ayants droits. Cette initiative, non requise par la législation marocaine, rend la procédure de recours socialement équitable et parfaitement en ligne avec les exigences de la PO 4.12.

En conclusion, l'ONEE ne s'attend pas à faire face à un nombre élevé de recours en justice pour les raisons suivantes:

- Les terrains requis pour le projet seront acquis dans un cadre juridique clair, avec un accord volontaire de la population locale;
- Le projet est amené à avoir des impacts sociaux positifs pour cette population;
- L'ONEE a initié, via l'assistance technique et les équipes de mobilisation sociale, un processus d'information et de consultation des parties prenantes afin de détecter et traiter tout début de mécontentement ou conflits;
- Dans le cadre de la loi relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire l'expropriation, il est prévu des mécanismes de recours à l'amiable libres, participatifs et sans frais financiers; et
- Les prix unitaires utilisés pour la fixation à l'amiable des indemnisations sont basés sur les prix de marché et son déterminés d'une façon participative et négociée.

7 BUDGET, CALENDRIER ET MODALITES DE SUIVI

7.1 FINANCEMENT DES ACQUISITIONS DE TERRAINS

Le financement des coûts générés par le processus d'acquisition des terrains est pris en charge par le budget d'investissement propre de l'ONEE.

En fonction de l'état d'avancement des projets, une provision budgétaire est allouée annuellement aux acquisitions des terrains dont 95% est dédié aux indemnités d'expropriation et de l'occupation temporaire.

Les frais de fonctionnement générés par la gestion des dossiers d'expropriation, notamment les frais judiciaires, les frais d'immatriculation et d'enregistrement, les honoraires de prestataires de service externes (avocats, notaires)...etc. représentent 10% de l'enveloppe globale, mobilisée annuellement par l'ONEE pour l'indemnisation des expropriations.

Le coût des indemnités des terrains expropriés sont calculés sur la base des prix unitaires fixés par les Commissions Administratives d'expertises et/ou le prix unitaire estimé (pour les communes où la CAE ne s'est pas encore réunie). Le montant d'indemnisation globale pour l'actif exproprié est de l'ordre de : 28.838.755,00 DH. A ce coût s'ajoutent :

- Le coût des indemnités relatives aux dégâts occasionnés, éventuellement, par les travaux. A ce stade du projet, les dégâts, qui seront générés par la réalisation des travaux ne sont pas recensés, cependant, leur coût peut être estimé à 6% du montant des indemnités des terrains soit : **1.730.325,30 DH** ;
- Les frais engagés par L'ONEE pendant la phase contentieuse de l'expropriation: Dans le cas où toutes les tentatives d'acquisition à l'amiable des terrains seront épuisées; le montant global des indemnités, non régularisées à l'amiable sera consigné à la CDG après publication du décret d'expropriation¹⁴. Ce montant correspond à une indemnité prévisionnelle, qui peut être revue à la hausse suite au verdict final du juge d'expropriation. Ces frais sont estimés à 1500,00 DH par dossier¹⁵ (un dossier correspond à une parcelle de terrain exproprié). Pour le projet d'AEP des provinces de Nador et de Driouch, le montant des frais générés par le contentieux sont donc de l'ordre de : **501.000,00 DH** ;
- D'autres frais engagés par L'ONEE pour la procédure d'indemnisation (Phase administrative et judiciaire), dans le cadre du processus de concrétisation des acquisitions et de transfert de propriété, auprès des services des impôts (enregistrement des actes contractuels) et la conservation foncière (immatriculation des actes de transfert de propriété, droits de morcellement, frais des certificats foncières)...etc. Ces frais peuvent être estimés à 4% du montant des indemnités des terrains soit : **1.153.550,20 DH**

Ainsi, le coût global estimé pour les acquisitions des terrains nécessaires au projet d'AEP des provinces de Nador et de Driouch, (non compris le coût des ressources internes de l'ONEE) est de l'ordre de **37.000.000,00 DH**. Le budget estimatif est résumé dans le tableau ci-dessous. Ce budget sera constamment révisé et mis à jour à fur et à mesure que les informations deviennent plus précises.

* Le processus de la consignation des indemnités à la CDG peut être entamé au cours de la phase administrative, dès clôture de l'enquête administrative et évaluation des indemnités par la CAE

¹⁵ A cet effet, un budget annuel est mobilisé par l'ONEE pour couvrir tous les frais générés par les actions en justice menées par ce dernier notamment : (i) les frais judiciaires relatifs à l'introduction en justice des requêtes de prise de possession et de transferts de propriété ainsi que les frais de recours, (ii) les frais des avocats désignés par l'Office pour suivre les requêtes précitées, et (iii) les frais des expertises demandées, éventuellement par les juges d'expropriation.

TABLEAU 8 - BUDGET ESTIMATIF DU PROGRAMME D'EXPROPRIATION ET DE COMPENSATION (EN DH)

Activités	Coût global par activité
Indemnités des terrains à exproprier	28 838 755,00
Frais occasionnés par les travaux	1 730 325,30
Frais de recours et de contentieux	501 000,00
Frais d'enregistrement et d'impôts	1 153 550,20
Frais de fonctionnement	2 883 875,50
Imprévis (5%)	1 755 375,30
Total	36 862 881,30
Total arrondi	37 000 000,00

7.2 PLAN PREVISIONNEL DE MISE EN OEUVRE DES OPERATIONS D'EXPROPRIATION ET DE COMPENSATION

L'entrée en vigueur du projet et l'accomplissement de la collecte des informations additionnelles sur le nombre et le recensement des personnes affectées dont les terrains relèvent de la propriété collective sont déterminants pour le lancement des opérations d'expropriation et de compensation. Etant donné que le recensement est présentement en cours et que la rentrée en vigueur est prévue pour le mois de novembre 2014, il est attendu que la mise en œuvre du programme sera lancée en décembre 2014 selon le calendrier spécifié dans le tableau 4. Elle suivra les démarches et procédures auparavant décrites dans le présent document. Le plan prévisionnel sera constamment mis à jours selon les besoins et là où c'est nécessaire.

TABLEAU 9 - PLAN PREVISIONNEL D'EXECUTION DU PROGRAMME D'EXPROPRIATION ET DE COMPENSATION

Étapes	Lieu	Responsabilité	date
Consultations publiques	Toutes les communes rurales concernées	DR6	2009
Identification des sites potentiels nécessaires à la réalisation des ouvrages	Toutes les communes rurales concernées	DR6	2007-2011
Choix des sites et recensement de la population affectée	Toutes les communes rurales concernées	DR6	2007-2011
Préparation des dossiers techniques parcellaires	Toutes les communes rurales concernées	DR6	2012
Enclenchement des procédures spécifiées au niveau des dossiers préparés par le service technique et lancement des négociations	Toutes les communes rurales concernées	DR6	2015
Enclenchement du processus d'indemnisation à l'amiable et constitution des dossiers d'expropriation	Toutes les communes rurales concernées	DR6	Avril-Juin 2015
Suivi des étapes d'approbation et de publication des DD	Toutes les communes rurales concernées	DAJ	Mars – Avril 2015

Indemnisation et immatriculation des propriétés acquises au nom de l'ONEE	Toutes les communes rurales concernées	DR6	Processus engagé pour 2 communes
Enclenchement de la phase judiciaire par le dépôt des enquêtes de prise de possession et transfert de propriété, mise à disposition des fonds requis et promulgation du décret d'expropriation	Toutes les communes rurales concernées	DAJ	Processus non encore engagé
Prise de possession de la propriété	Toutes les communes rurales concernées	DR6 et autorités locales	Processus non encore engagé
Suivi des dossiers en cours d'instruction judiciaire	Toutes les communes rurales concernées	DAJ	Processus non encore engagé

7.3 MODALITES DE SUIVI

A travers l'analyse de l'état d'avancement des activités du PAT, la Direction Juridique de l'ONEE (DAJ) assurera un suivi et une évaluation systématiques opérés à quatre (4) niveaux :

- **Niveau 1** : Au moment de la budgétisation de la rubrique expropriation et occupation temporaire : vérifier et s'assurer que le budget alloués aux acquisitions des terrains nécessaires au projet sont planifiés
- **Niveau 2** : Au moment de lancement des appels d'offre pour la réalisation des travaux : s'assurer que toutes les procédures d'action foncière destinées à la mobilisation des terrains sont engagées par l'ONEE et par la commune chacun en ce qui le concerne. Ceci doit être documenté et récapitulé au niveau de l'état n°2 du PAT
- **Niveau 3** : Au moment de démarrages des travaux de réalisation : les Ordres de Services ne seront établis que si le processus d'indemnisation décrit au paragraphe 3 est engagé, documenté et renseigné par parcelle expropriée au niveau des états n°A2.2 et A3.2 du PAT, aussi bien pour les dégâts causés au cours des occupations temporaires (arbres et cultures) que pour la compensation des terrains expropriés. L'indemnisation des dégâts occasionnés par l'occupation temporaire des parcelles affectées se fera après un état des lieux et l'évaluation des dégâts en présence des autorités locales. Le processus d'indemnisation des personnes affectées doit être finalisé et documenté au préalable du démarrage des travaux sur les parcelles concernées.
- **Niveau 4** : Avant la mise en services des installations : la prise de possession de tous les terrains expropriés est effective soit de manière amiable (l'indemnité étant versée aux ayants droit dûment justifié aussi bien, par l'ONEE que par la commune en ce qui le concerne) ou consigné à la CDG en vue d'une prise de possession par voie de justice (les documents justificatifs à l'appui).

L'avancement des acquisitions de terrain et de la compensation des ayants droit sera reflété et consigné dans les états suivants :

- Les états A1.1 et A1.2, relatifs aux dossiers parcellaires (recensement des terrains à acquérir et des populations affectées par l'acquisition des terrains). Ceux-ci ont été réalisés et transmis à la DR6.
- Les états A2 à A6 relatifs aux procédures d'expropriation et d'occupation temporaire ainsi qu'aux indemnités des parcelles expropriées des dégâts occasionnés par le Projet, permettront d'effectuer le suivi régulier de l'avancement des procédures. Il concernera principalement le suivi du processus d'identification des personnes affectés et de leur d'indemnisation. Ces informations seront consignées au niveau de l'état A2.2 (pour l'indemnisation des terrains) et A3.2 (pour l'indemnisation des dégâts).

Le suivi des acquisitions sera effectué et consigné dans des versions actualisées de ces états, par les gestionnaires des acquisitions de terrain de l'Office. Ces états seront renseignés, et seront disponibles en cas de besoins pour toute consultation. En particulier, le suivi des procédures d'expropriation et

d'occupation temporaire, faisant état des personnes affectés et des dégâts à indemniser (états A2 et A3), sera transmis régulièrement à la Banque Mondiale, dans le cadre des rapports semestriels d'avancement et autant de fois que demandé par la Banque mondiale pour la tenir informée des principales évolutions.

TABLEAU 10 - LISTE DES ETATS MATERIALISANT L'AVANCEMENT DES ACQUISITIONS DES TERRAINS EN FONCTION DES PHASES CLES DES PROJETS

N° de l'Etat	Objet	Responsable	Observations
A1.1	Inventaire des dossiers techniques parcellaires établis dans le cadre des études topographique pour engager les procédures d'actions foncières.	DR6/D - DTI	
A1.2	Etat récapitulatif de la liste des parcelles contenues dans chaque dossier précisant les personnes affectées et les superficies à exproprier.	DR6/D - DTI	
A2.1	Etat d'avancement de la procédure administrative d'expropriation et d'occupation temporaire.	DR6/F	
A2.2	Etat d'avancement de l'indemnisation de personnes affectées	DR6/F	
A3.1	Etat d'avancement des dossiers d'Occupation Temporaire des terrains de particulier	DR6/F	
A3.2	Etat d'avancement de l'indemnisation des ayants droit pour les parcelles présentant des dégâts à compenser.	DR6/F	
A4	Etat récapitulatif de l'avancement des dossiers d'acquisition des terrains collectifs.	DR6/F	
A5	Etat d'avancement des dossiers d'Occupation Temporaire soumise à redevance	DR6/F	
A6	Etat d'avancement des procédures d'incorporation du Domaine Privé de l'Etat.	DR6/F	

ANNEXES

ANNEXE A1.1 - LISTE DES DOSSIERS TECHNIQUES
PARCELLAIRES ETABLIS PAR LES SERVICES TECHNIQUES
SUITE AUX ETUDES TOPOGRAPHIQUES ET PARCELLAIRES
REALISEES PAR L'IGT.

ANNEXE A1.2 - LISTE RECAPITULATIVE DES PARCELLES
CONTENANT DANS CHAQUE DOSSIER PARCELLAIRE
MENTIONNANT LES PERSONNES AFFECTEES ET LES
SUPERFICIES A EXPROPRIER.

ANNEXE B - REGIME FONCIER ET STATUT DES TERRES

REGIMES FONCIERS

Le système foncier marocain se caractérise par une multitude de régimes fonciers, qui peuvent être regroupés en deux catégories :

- A. Les régimes domaniaux, représentant 3% de la SAU¹⁶, et constitués par :
 - a. Le domaine Public de l'Etat et des collectivités publiques,
 - b. Le domaine Privé de l'Etat et des collectivités publiques.
 - c. Le domaine Forestier
- B. Les régimes non domaniaux constitués par :
 - a. les biens Habous, (1% de la SAU)
 - b. les terres Collectives, (17% de la SAU)
 - c. les terres Guichs, (3% de la SAU)
 - d. les biens relevant de la propriété privée (ou Melk) représentant 76% de la SAU et qui se divisent eux-mêmes en moulkia (biens non titrés mais dont la propriété est démontrée par des actes adulaires) et les biens titrés, inscrits sous un numéro sur les registres de la conservation foncière.

REGIMES DOMANIAUX

La domanialité publique et la domanialité privée constituent les deux composantes de la propriété publique. Elle est constituée par l'ensemble des biens et droit mobiliers et immobiliers appartenant à l'Etat (administration et collectivités locales)

DOMAINE PUBLIC

Le domaine public de l'Etat comprend toute les parties du territoire et tous les ouvrages, biens immobiliers naturels (rivage de mer, zone désertique, eau sous toutes ses formes) ou artificiels (voies, canaux, ports, etc.) qui ne peuvent faire l'objet d'une appropriation privée et dont l'usage est public. Il est régit par des règles spéciales qui lui sont applicables en matière d'affectation, d'inaliénabilité, d'insaisissabilité, d'imprescriptibilité et de modes d'utilisation.

DOMAINE PRIVE¹⁷

En principe, tous les biens que possèdent l'Etat ou les collectivités et qui ne sont affectés ni à l'usage direct du public, ni à un service public, font partie du domaine privé.

De plus, les biens qui, quoique affectés à un service public, n'ont cependant reçu aucun aménagement spécial et ne sont pas essentiels pour le fonctionnement de ce service, font partie du domaine privé.

En absence d'une affectation publique, le domaine privé échappe aux règles rigoureuses de la domanialité publique, il est donc aliénable et prescriptible. Toutefois, son régime juridique est constitué par de nombreuses règles spécifiques en matière d'acquisition des biens qui le composent, de leur délimitation ou de leur gestion.

DOMAINE FORESTIER¹⁰

En vue d'assurer la préservation, la protection et le développement de ce patrimoine national, le législateur a consacré le principe de la domanialité des forêts et des formations assimilées (domaine privé

¹⁶ SAU : Surface Agricole Utile estimée à 9. 2 Millions d'hectares

¹⁷ Art 5 du dahir du 1 juillet 1914

de l'Etat), en se basant sur le principe de la présomption, et de leur inaliénabilité à l'exception des trois formes de transactions foncières prévues par la réglementation.

La gestion du domaine forestier est confiée à l'administration des eaux et forêts (Haut-commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification).

LES REGIMES NON DOMANIAUX

BIENS HABOUS

Les biens Habous sont des biens immeubles immobilisés par le fondateur musulman et dont la jouissance profite aux catégories des bénéficiaires qu'il désigne.

Les biens Habous présentent deux caractéristiques principales: la perpétuité et l'insaisissabilité. Ils sont cependant aliénables et peuvent faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.

TERRES COLLECTIVES

Ce sont des terres de culture et de parcours appartenant à des groupements ethniques (tribus, factions, douars et autres groupements) au sein desquels les droits de chacun, ne sont pas déterminés. Elles sont placées sous le régime *du dahir du 27 Avril 1919*, organisant la tutelle administrative sur les collectivités ethniques. De ce fait, les terres collectives sont sous la tutelle du ministère de l'intérieur assisté d'un conseil de tutelle.

Ces terres sont en principe inaliénables, insaisissables et imprescriptibles, cependant, le principe de l'inaliénabilité a été tempéré par *le dahir du 6 février 1963* qui prévoit la possibilité pour l'Etat, les communes, les établissements publics d'acquérir un bien collectif soit par voie d'expropriation, soit par voie amiable dans le cas où la collectivité et le conseil de tutelle sont d'accord sur le principe et les conditions de l'aliénation.

TERRES GUICH

Ce sont des terres dont la jouissance a été accordée à certaines tribus dites Guich, en contrepartie des services militaires rendus. Il n'existe aucun texte législatif particulier régissant les terres Guich. Seules deux circulaires du grand vizir¹⁸ font ressortir le caractère d'inaliénabilité des terres Guich.

Ces terrains sont gérés par les tribus bénéficiaires sous la tutelle du ministère de l'intérieur et peuvent comme pour les terres collectives, faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.

PROPRIÉTÉ PRIVÉE (MELK)

Le *Melk* est le statut prédominant au Maroc. Les terres *Melk* appartiennent à une ou plusieurs personnes qui en ont pleine jouissance.

Les terrains privés sont aliénables, saisissables, prescriptibles et peuvent faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.

La constitution marocaine garantissant le droit de propriété ; il ne peut être procédé à l'expropriation du Melk que dans les cas et dans les formes prévues par la loi.

¹⁸ Circulaires du grand vizir du 1er novembre 1912 et celle du 19 Février 1944

PROCEDURE D'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE

La procédure nationale marocaine d'expropriation suit deux phases:

- Une phase administrative, parfaitement maîtrisée par l'expropriant et qui peut être suivie ou pas d'une phase judiciaire ;
- Une phase judiciaire, exécutée sous le contrôle de l'autorité judiciaire, dont le déclenchement requiert des formalités d'approbation et de publication des actes de cessibilité (Décrets Définitifs d'expropriation DD) par les hautes instances de l'Etat¹⁹.

PHASE ADMINISTRATIVE

Cette phase est déclenchée suite à la déclaration de l'utilité publique du projet et la désignation des biens à exproprier. Elle renferme des formalités rigoureuses dont l'accomplissement est nécessaire, voire obligatoire pour le déclenchement de la phase judiciaire. Cette phase comporte **8 étapes successives**:

ETAPE 1 : DÉCLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

La déclaration d'utilité publique se fait par un acte administratif dit Projet de Décret d'Expropriation (PDE), qui désigne à la fois, l'ensemble des biens visés par l'expropriation et les travaux ou opérations prévus sur ces biens.

La détermination des biens visés par l'expropriation dans la déclaration d'utilité publique permet d'éviter de passer par un acte de cessibilité et accélère l'aboutissement de la procédure.

La définition avec précision des travaux ou opérations prévus sur les biens expropriés est fondamental, car toute modification de l'utilisation des biens soumis à expropriation exige une nouvelle déclaration d'utilité publique.

L'acte déclaratif d'utilité publique (PDE) est soumis à des formalités de publicité et d'affichage selon les dispositions de la loi, ainsi le PDE est :

- publié au Bulletin Officiel (BO) et dans un ou plusieurs journaux autorisés à recevoir les annonces légales ;
- déposé, au bureau de la commune du lieu concerné, accompagnée d'un plan situant les biens touchés par l'expropriation et un registre d'observation. Les intéressés peuvent en prendre connaissance et consigner sur le registre précité, leurs observations pendant un délai de deux mois, à dater de sa publication au BO.

Dès la publication de l'acte déclaratif, les biens visés ne peuvent faire l'objet d'aucune transformation sans autorisation de l'expropriant : les biens désignés par l'acte déclaratif d'utilité publique sont frappés d'une servitude générale qui s'oppose à toute modification de l'état des lieux²⁰.

C'est pourquoi, la durée maximale des effets de la déclaration d'utilité publique²¹, fixée par la loi est de deux (2) ans. Si dans ce délai le transfert de propriété n'est pas conclu soit à l'amiable, soit demandé au juge par l'Expropriant, toute la procédure d'expropriation est à reprendre.

ETAPE 2 : ENQUETE ADMINISTRATIVE

¹⁹ Art. 1 du décret 2.82.382 du 4 Rajeb pris pour l'application de la loi 7-81

²⁰ Art. 15 de la loi 7-81

²¹ Art 7 de la loi 7-81

L'enquête administrative s'ouvre par la publication du PDE au BO. Elle donne lieu à l'ouverture d'un registre des observations, ouvert au siège de la commune du lieu concerné, tenu, paraphé et clôturé par le Président du conseil communal après écoulement de deux mois d'affichage.

La loi 7-81, à travers cette procédure d'enquête publique, donne aux propriétaires et aux ayants droit ce délai de deux mois, pour faire connaître, en le mentionnant sur le registre d'observations précité, tous les fermiers, locataires et autres détenteurs de droits réels sur les immeubles expropriés, faute de quoi « *ils restent seuls chargés envers ces personnes des indemnités qu'elles pourraient réclamer* ».

Au-delà de ce délai, et surtout quand il s'agit d'un immeuble non immatriculé, les droits des tiers non déclarés sont déchués et toute réclamation devient irrecevable²², sauf à se prévaloir de la possibilité d'une intervention volontaire devant le tribunal administratif, au moment de l'instruction de la requête de transfert de propriété.

Ainsi, l'enquête administrative permet à la fois de recueillir les objections élevées à l'encontre de l'utilité publique du projet et les conditions de sa réalisation, et de faire apparaître les titulaires de droits portant sur les immeubles concernés par l'opération.

Egalement, au cours de cette enquête, l'expropriant est tenu de déposer le PDE accompagné d'un plan parcellaire représentant les parcelles de terrain touchées par l'expropriation :

- au greffier du tribunal administratif (TA) concerné pour l'inscription des biens expropriés non immatriculés sur le registre spécial.
- à la conservation foncière (CF) concernée pour son inscription sur les titres fonciers (pour les biens immatriculés) ou sur le registre des oppositions (pour les biens en cours d'immatriculation).

Au vu de ce dépôt, le conservateur de la propriété foncière est tenu de délivrer à l'expropriant un certificat attestant que la mention du projet d'acte a été inscrite sur les titres fonciers ou sur le registre des oppositions. Du même un certificat attestant cette inscription est remis par le greffier à l'expropriant pour les immeubles non immatriculés.

ETAPE 3 : OCCUPATION TEMPORAIRE DES TERRAINS DANS LE CADRE DE L'EXPROPRIATION

Cette étape préliminaire à la prise de possession des terrains, par expropriation ou par autre procédure est engagée en application de la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour l'utilité publique et à l'occupation temporaire²³. Elle est sanctionnée par un Arrêté ministériel d'Occupation Temporaire (AOT) notifié aux Autorités Locales pour en informer les propriétaires et ayants droit concernés. La durée de validité de l'arrêté d'occupation temporaire est de 5 ans.

La phase de prise de possession temporaire des terrains est destinée à faciliter la réalisation des études et des travaux préparatoires et à déposer temporairement des outillages et matériaux ou pour établir un chantier et des voies nécessaires à l'exécution des travaux.²⁴ En contrepartie, l'ayant droit perçoit une indemnisation sur les dégâts occasionnés, éventuellement, par ces travaux.

ETAPE 4 : DETERMINATION DU CONTENU INDEMNISABLE

Pour les terrains à acquérir, l'indemnité relative à la valeur vénale du terrain exproprié est déterminée sur la base de la superficie mesurée par l'Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) agréé. Elle est versée au propriétaire de l'assiette foncière, pour le cas des particuliers et aux administrations de tutelles dans le cas des terrains collectifs, Guichs ou Habous.

²² Art. 26 de la loi 7-81

²³ Art. 50 de la loi N° 7-81

²⁴ Art. 6 du décret 2.82.382 du 4 Rajeb pris pour l'application de la loi 7-81

Quand il s'agit de terres mises en valeur, la loi reconnaît que tous les détenteurs de droits (selon les dispositions des paragraphes 3(a), 6(a), 14, 15 et 16 de la PO 4.12) sont autorisés à percevoir une indemnisation, qu'ils soient propriétaires, locataires ou occupants, usufruitiers, propriétaires d'arbres ou de tout autre aménagement existant sur les parcelles de terrain expropriées au moment de la déclaration d'utilité publique.

A cet effet, quel que soit le régime foncier des terrains expropriés, les dégâts superficiels, ainsi que les pertes de revenus y afférentes, seront constatés et indemnisés aux ayants droit. Le constat de l'état des lieux s'effectue en présence des ayants droit, de l'autorité locale, et du représentant de l'autorité expropriante.

ETAPE 5 : EVALUATION DES ACTIFS AFFECTES

L'évaluation des éléments d'actifs affectés est faite par une Commission Administrative d'Evaluation (CAE), conformément à la loi N° 7-81 sur les expropriations²². Elle se compose des membres permanents suivants :

- Représentants des autorités locales des provinces concernées,
- Présidents des communes concernées,
- Représentant du service de l'enregistrement de la Direction régionale des impôts,
- Représentants des Directions régionales des domaines,
- Représentants de l'administration expropriante.

Il peut y siéger au besoin, les membres suivants :

- les représentants de certains services déconcentrés de l'Etat (Ministère de l'Intérieur, Ministère de l'Equipement, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Direction de l'Urbanisme, etc.),
- le représentant des autorités traditionnelles.

La négociation du montant des indemnisations, aussi bien pour les dégâts superficiels que pour la valeur vénale des terrains (valeur marchande) se fait dans le cadre de cette commission. Ce montant est fixé sur la base des prix en cours sur le marché dans la région.

Les critères d'évaluations prévus par la loi invitent les parties concernées à adopter une estimation écartant toute spéculation : seul le dommage actuel et certain est pris en considération, y compris la plus-value et la moins-value résultant de « *l'annonce de l'ouvrage ou de l'opération projetée* ».

ETAPE 6 : ACCORD AMIABLE

La procédure d'expropriation prévoit la possibilité de passer un accord à l'amiable entre le propriétaire et l'autorité expropriante, lorsqu'il y a accord sur l'indemnité.

Cet accord est sanctionné par la signature d'un Procès-Verbal d'Accord à l'Amiable passé devant l'autorité locale et déposé à la conservation foncière pour le transfert de propriété, suite à quoi, l'expropriant s'acquitte l'intégralité de l'indemnité convenue au profit des ayants droit.

ETAPE 7 : ACTE DE CESSIBILITE

L'acte de cessibilité ou Décret Définitif d'expropriation (DD), qui correspond au PDE ayant servi à la Déclaration d'utilité publique, est établi par l'expropriant et soumis à l'approbation du chef de gouvernement sur proposition du ministre concerné (ou la tutelle de l'Administration expropriante) après le visa du ministre de l'Intérieur.

L'acte de cessibilité, doit être pris dans un délai de deux ans après la publication de la déclaration d'utilité publique dont il prolonge ainsi les effets. S'il n'est pas pris dans ce délai, l'acte déclaratif d'utilité publique devient caduc.

ETAPE 8 : CONSIGNATION DES INDEMNITES A LA CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION (CDG)

Les montants des indemnités fixées par la commission CAE au cours de la phase administrative, s'ils ne sont pas perçus directement par les expropriés dans le cadre d'un accord amiable, sont déposés à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) par l'expropriant.

Ce dépôt est érigé en une obligation d'ordre public, non passible d'aucune atténuation ou dérogation. De par son caractère contraignant et obligatoire, l'acte de consignation n'est pas une simple opération de provision d'une créance mais il est assimilé à une « réquisition volontaire des fonds » de l'autorité expropriante auprès de la CDG.

Il s'agit d'un procédé sécurisant, tant pour les deniers publics contre toute attitude dilatoire, que pour les ayants droit en cas de malversations ou actes frauduleux perpétrés par autrui.

PHASE JUDICIAIRE

La phase contentieuse requiert l'approbation et la publication préalable de l'acte de cessibilité, le Décret Définitif d'expropriation (DD) (cf. paragraphe 7.1.1.7).

Ainsi, dès publication du DD et consignation des indemnités non réglées à l'amiable à la CDG, des requêtes de prise de possession (PP) et de transfert de propriété (TP) sont déposés au tribunal Administratif pour les parcelles n'ayant pas fait l'objet d'accords à l'amiable.

Elle se déroule en quatre étapes successives : la prise de possession, le transfert de propriété, la fixation de l'indemnité et la déconsignation des indemnités au profit des ayant droits.

ETAPE 1 : PRISE DE POSSESSION PRONONCEE PAR LE JUGE

Le juge prononce la possession des terrains expropriés, après confirmation de l'utilité publique et la consignation effective, par l'expropriant, de l'indemnité provisoire²⁵ fixée par la Commission Administrative d'Evaluation (CAE) pendant la phase administrative.

En effet, le juge ne peut refuser l'autorisation de prise de possession des terrains que pour cause de nullité de la procédure, qui ne peut intervenir que si :

- l'utilité publique du projet n'est pas reconnue ;
- il décèle une irrégularité formelle dans la procédure (Phase Administrative) engagée par l'expropriant.

Ainsi, l'ordonnance de prise de possession est conditionnée par la stricte conformité aux formalités en question.

La loi 7-81 prévoit que les travaux sur terrains expropriés peuvent être entamés dès la décision du juge de prise de possession.

ETAPE 2 : FIXATION DE L'INDEMNITE DE COMPENSATION PAR LE JUGE

L'autorité judiciaire, chargée de l'évaluation de l'indemnité, peut maintenir l'indemnité prévisionnelle proposée par l'expropriant dans le cadre de la tentative d'accord à l'amiable, comme indemnité prévisionnelle.

Cependant, les expropriés peuvent contester le montant de l'indemnité prévisionnelle devant le juge qui peut la réévaluer ou se faire aider par des experts, chaque fois qu'une difficulté d'évaluation se présente.

ETAPE 3 : TRANSFERT DE PROPRIETE

²⁵ Art.24 de la loi 7-81

Le transfert de propriété est l'étape finale de l'expropriation. Elle peut être prononcée par le juge dans des délais courts en absence de toute opposition. Cependant, elle est plus longue quand l'exproprié et/ou l'expropriant ne se sont pas mis d'accord sur le montant des indemnités compensatoires ou si le bien exproprié est entaché d'oppositions par des tiers consignés au niveau du registre d'observation pendant l'enquête administrative.

ETAPE 4 : DECONSIGNATION DES INDEMNITES AU PROFIT DES AYANT DROITS

Chaque fois qu'un jugement définitif de Transfert de propriété est prononcé et les formalités requises de publicité et d'affichage sont effectuées, une main levée sur l'indemnité consignée est délivrée aux ayants droits.

ANNEXE C – SYNTHÈSE DES CONSULTATIONS RÉALISÉES

INTRODUCTION

A l'instar des consultations publiques qui se sont déroulées lors des ateliers organisés le 15 Juillet 2009 à El Jadida, le 23 Juillet 2009 à Nador et le 27 Juillet 2009 à Safi pour le projet des Adductions Régionales d'Alimentation en Eau Potable, dit « BIRD II », des consultations publiques ont été réalisées par l'ONEE (DEP- Agence d'El Kelaa) le 03 Juillet 2013 au profit des CR d'Ait Hammou et de la CR de Bouchane dans la province de Rehamna, dans le cadre de l'élaboration de l'évaluation environnementale et sociale du Projet.

Cette campagne de consultations publiques a permis d'informer les représentants des populations et les acteurs concernés sur les activités du présent projet, de les associer à l'évaluation des impacts sociaux-économiques éventuels du projet et de leur permettre de formuler leurs observations et propositions à ce sujet.

Dans l'ensemble, les personnes présentes lors des consultations (**Liste ci-joint**) adhèrent au projet et y voient une opportunité d'amélioration de leurs conditions de vie. Ces consultations ont ainsi permis de mesurer l'engagement des populations à :

- assurer les conditions en vigueur pour le développement du projet ;
- céder le passage aux conduites et faciliter la construction des ouvrages du projet et l'accès à ces ouvrages autant que nécessaire ;
- respecter l'environnement après la mise en service du projet notamment en cas de développement de branchements individuels.

Concernant les impacts potentiels du projet, aucun impact potentiellement négatif n'a été cité par les personnes présentes lors des consultations. Les ateliers ont été mis à profit pour sensibiliser les participants sur le besoin potentiel d'occupation temporaire ou d'acquisition permanent de terrains pour certains ouvrages. Les ateliers ont permis également de confirmer la forte demande des populations pour les BI.

CONSULTATIONS RÉALISÉES RELATIVES À LA ZONE D'INTERVENTION

Ce projet représente la 2ème tranche d'un grand projet dont la 1ère tranche est en phase de réalisation depuis plusieurs années, pour étendre l'accès à l'eau potable dans les communes voisines de celles concernées par le projet, selon des modalités similaires, auxquels les populations sont désormais familiarisées. Plusieurs communes de cette 2ème tranche ont déjà partiellement été équipées dans le cadre de la tranche précédente. Leurs populations ont par conséquent déjà bénéficié de campagnes de sensibilisation menées par l'assistance technique mise en place par l'ONEE dans le cadre de la 1ère tranche.

L'intervention des équipes de mobilisation sociale implique de nombreuses consultations publiques des populations concernées. Les résultats de ces consultations publiques sont consignés dans des rapports qui sont disponibles pour consultation. La méthodologie d'intervention des équipes de mobilisation sociale est présentée dans le chapitre suivant. Elle est le résultat de près de dix ans d'expérience.

Egalement, et conformément aux dispositions de la loi 7.81 relatives à l'enquête publique, la publicité et l'affichage des actes déclaratifs d'utilité publique (Projets de Décret) sont effectués auprès des communes concernées par le projet. Ces actes identifient de manière claire les personnes affectés et les superficies de leurs actifs concerné par l'expropriation afin qu'ils puissent formuler leurs observations et commentaires sur les registres des observations affichés au communes à cet effet.

Les résultats des formalités d'affichage des Projets de Décret, en l'occurrence les registres des observations dûment signés par les autorités locales après clôture de l'enquête publique seront annexés au




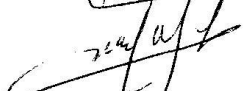



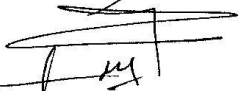

Plan d'Acquisition des Terrains. Ce PAT sera revu par la Banque mondiale et la versions ayant reçu l'approbation formelle de la Banque mondiale sera publiée sur le site de l'ONEE et sur le site Infoshop de la Banque mondiale.

ANNEXE : Liste des présents à la journée d'information du 23 Juillet 2009 à Nador

يوم 23 - 07 - 2009

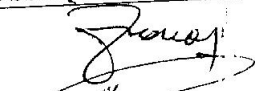


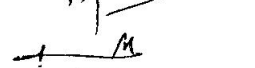



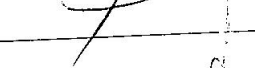
لقاء نوازل مع ممثلات سلاي جماعة انجاس
حول مشروع السرداد العام للشروب

فئة الحضور

الاسم الكامل	المنهج	التوقيع
أبو نوار خليل	خبير البنك الدولي	Junaid
دقائق الطيب	طاعل جعوي	علح
لسعيد زاور	مستشار جماعي	
المصطفى ارخاوي	مهندس الجماعة	
عبد المالك بوعزاتي	تقني الجماعة	
محمد الشبايبي	مستشار جماعي	
علي أزولاي	أطمار بملتب الوطني للماء الصالح للشرب (الرياضة)	
- جالدر الزطيفي	مكتب الدراسات وأبحاث	
- عاكف مرصد	الليب الوطني للماء الصالح للشرب - الناظور	
- احمد سيف	مدير المجلس القروي	
- عبد العزيز الشيرنا	الكاتب العام للجماعة	

Royaume du Maroc
 Ministère de l'intérieur
 Province de Nador
 Cercle de Rif
 Caidat de B.Oulichek
 C/R Ouardana

- Visite d'une équipe de l'O.N.E.P à la CR Ouardana du : 23/07/2007 à 13h

Prénom et Nom	Qualité	Observation
Khalid ANUAR	Expert Bureau Mondiale	
AZOULAY ALI	ONEP / Rahot	
NADIFI KHALID	Bureau de l'ONP WAMANE	
Mohamed GHALIT	ONEP - Nador	
MOHAMMED KARBOUMI	2 ^{ème} V. Président	
MOHAMMED HAJTIA	Conseiller C.	
Amr ALHOUTI	Conseiller C.	
MOHAMMED ALHOUTI	Conseiller C.	

Objet : ATELIER DE CONSULTATION PUBLIQUE
 sur l'ANEP DES DOUARS de la
 Province de NADOR
 (Programme (BIRD II))

Ouardana le : 23/07/2009

METHODOLOGIE D'INTERVENTION DE L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS)

Dans le cadre des marchés d'Assistance Technique d'Appui à la Mise en Œuvre contractée par l'ONEE pour accompagner la mise en œuvre de ses projets d'extension de la desserte en AEP dans le rural, une méthodologie d'approche participative a été développée. Cette méthodologie s'appuie sur les trois phases suivantes. Chacune de ces phases implique au moins un passage de l'EMS dans chacun des douars concernés, selon la séquence suivante.

Phase 1. Information et implication des autorités locales

Au cours de cette phase, l'ONEE va mener de front deux types d'activités : la première consistera à informer les autorités locales (provinces et communes rurales - CR) et à obtenir leur implication, et la seconde consistera en études techniques.

Etape 1 : Consultation des autorités locales et des représentants élus. Ici, l'ONEE informe les autorités provinciales et les Communes Rurales à propos du programme prioritaire. Plus précisément, les points suivants sont expliqués : (a) proposition de choix des sous-projets ; (b) méthodologie de la participation des communautés ; (c) conséquences financières et opérationnelles du choix du réseau d'approvisionnement (BF ou BI) ; et (d) contribution financière de chaque partie aux coûts de construction.

Etape 2 : Information et implication des Communes Rurales. Au moyen de conventions et d'accords conclus avec l'ONEE, les communes rurales s'engagent à mettre à disposition les fonds requis. Idéalement, la Commune Rurale désignera un technicien qui aidera l'Equipe de Mobilisation Sociale (EMS) lors des contacts initiaux et de la mobilisation de la population. A ce stade du projet, on pourra commencer à expliquer aux représentants de la commune rurale les grandes lignes de l'approche participative.

Les études techniques détaillées qui seront présentées aux communes et aux autorités locales devront aussi indiquer s'il y aura des impacts sur l'environnement, des occupations temporaires ou des acquisitions de terrains et, si c'est le cas, les mesures correctives prévues.

Phase 2. Mobilisation sociale et participation des communautés

Au cours de cette phase, les EMS abordent la totalité de leur travail dans les villages. Cette phase est critique, car il s'agit d'obtenir la confiance et la coopération des communautés. Avant le début de leur travail, les EMS devront disposer des informations nécessaires à la compréhension des aspects techniques des sous-projets proposés. Ces informations leur permettront aussi de recentrer le diagnostic participatif. Au cours de cette phase, les EMS effectuent trois tâches critiques : elles informent et consultent les communautés et vérifient la nature de leurs demandes; elles effectuent le diagnostic social participatif des communautés, et elles constituent les structures des communautés nécessitées par le projet. Cette phase d'accompagnement des communautés est essentielle au succès et à la durabilité du projet.

Etape 1 : Information des communautés. Les EMS commencent à informer et à mobiliser les communautés. Pour réaliser ce travail, elles devront rendre aux communautés une ou plusieurs visites, selon leur degré d'information antérieure et d'autres facteurs. Au cours de cette phase, les EMS informent la population sur les points suivants : conditions à remplir pour bénéficier du projet ; choix techniques et opérationnels, dont le choix entre des BF et des BI ; justification de la recherche d'une approche participative et conditions nécessaires à l'adduction d'eau du douar ; et contributions financières demandées aux utilisateurs si ces derniers souhaitent des BI. Il conviendra de préciser aux ménages que les couts forfaitaires du branchement individuel seront applicables pendant toute la durée des travaux et que les ménages demandant un branchement ultérieurement se le verront facturer sur la base d'un devis aux couts réels.

L'investissement de l'ONEE étant dimensionné pour desservir les communautés en BI, la desserte par BI est à l'avantage de l'ONEE, du point de vue objectif de développement et rentabilité de l'investissement. La demande des communautés est également très importante et grandissante pour les BI. Des options de financement et de mode de gestion sont proposées afin de permettre le développement des BI à des

conditions permettant à l'ONEE de ne pas mettre en péril son équilibre financier. Ces solutions étant nouvelles, il est très important que la présentation de ces solutions par les EMS soient parfaitement maîtrisées et distinguent clairement les contributions attendues des communautés et des ménages bénéficiaires pour chacun des options de gestion. Il est également essentiel que le mode de gestion soit décidé et validé par toutes les parties prenantes avant le démarrage des travaux. C'est l'objectif du diagnostic participatif.

Etape 2. Diagnostic participatif des communautés et choix du niveau de service.

Le diagnostic est réalisé dans le but de définir une assise socioéconomique précise à la réalisation du projet et de commencer à explorer les meilleures méthodes de gestion des réseaux d'eau. Le diagnostic socioéconomique inclut:

- (a) une étude de plateforme socioéconomique, qui sera utilisée pour le Suivi et l'Evaluation (S & E) du projet. Les informations à recueillir pourraient comprendre : (i) le nombre de ménages possédant ou non un accès à l'eau et à l'assainissement ; (ii) un inventaire des ménages et de leurs caractéristiques (patriarcats, matriarcats, veuves) ; (iii) le type d'habitat : construction en dur, terre cuite, autres ; (iv) une typologie du tissu résidentiel des villages : concentré ou dispersé ; (v) les autres sources d'eau disponibles et leur cartographie ; (vi) le partage des rôles au sein des ménages, la répartition des tâches, le temps consacré à l'approvisionnement en eau ; (vii) le coût de l'approvisionnement en eau ; (viii) les pratiques et l'infrastructure en matière d'hygiène et d'assainissement ; et (ix) la collecte de statistiques sur les maladies véhiculées par l'eau.
- (b) un diagnostic des formes actuelles d'organisation sociale et de la cohésion sociale (existence et types). Cela permettra aux EMS d'explorer le potentiel des divers modèles d'organisation et de gestion du réseau d'adduction d'eau et de celui de traitement des effluents. Cela permettra aussi d'identifier les organisations existantes et leur contribution possible à la mobilisation sociale et à la gestion des réseaux de distribution d'eau.
- (c) une évaluation faite au niveau des communautés de leur richesse ou de leur pauvreté relatives, ainsi que de leur propension à payer les différents choix techniques qui leur sont proposés.

De façon très concrète, ce diagnostic participatif correspond à une première visite des EMS dans les douars du projet, pour discuter avec toutes les parties prenantes. Elles consistent en :

- Information des élus, des populations concernées et de leur représentants, sur la consistance du projet d'AEP, l'origine et la qualité de l'eau et son coût, la portée du projet en matière d'objectifs à atteindre, la date prévisionnelle de démarrage des travaux, la durée prévue pour la mise en œuvre des divers lots, le mode de desserte retenu en première phase (les BF), l'évolution de cette desserte vers des réseaux avec des BI en fonction des souhaits et du degré d'acceptabilité par les ménages et les conditions d'accès, les différents mode de gestion qu'on peut proposer aux populations, les conditions d'accès (engagements pour la participation financière des ménages) et de consommation (engagements sur la participation aux coûts de l'eau) ;
- Analyse de la faisabilité du montage du projet en fonction des spécificités démographiques et socio-économiques : cadre administratif, caractéristiques démographiques, flux migratoires, degré de scolarisation et taux d'alphabétisation, rôles et tâches des femmes, inventaire des organisations professionnelles et associatives, accès, infrastructures sociales et économiques, topographie, typologie de l'habitat, ressources en eau actuellement exploitées (infrastructures hydrauliques existantes y compris les SAEP utilisés ou hors service), modes d'approvisionnement en eau, infrastructures traditionnelles d'assainissement existantes, activités économiques et salariales, volonté et capacité de participer financièrement au projet, état de la collecte au cas où l'ONEE aurait déjà entrepris des campagnes de sensibilisation dans ce sens, via les DP et les AM, etc.
- Analyse de la spécificité de chaque douar à visiter : taux d'adhésion au projet d'AEP proposé, niveaux de consommation de l'eau aux futures BF, nombre de BF souhaitées et désignation consensuelle des emplacements des BF, en rapport avec les problèmes de gestion future soit par des gardiens-gérants (GG), soit par des associations d'usagers de l'eau (AUE), soit par une microentreprise, perspectives des BI

- Sensibilisation des populations sur la nécessité de mobiliser rapidement les participations financières d'un nombre significatif de ménages, avant le lancement des AO et le démarrage des travaux, au plus tard.
- Sensibilisation des populations sur le déroulement des procédures techniques et administratives pour l'acquisition des terrains où seront posées des conduites de production et implantés les ouvrages d'art (étapes à suivre et délais)

Le diagnostic participatif fait l'objet d'un rapport détaillé de l'EMS à l'ONEE décrivant de manière objective et concrète les discussions et principaux points abordés lors de la discussion et les problèmes et obstacles à prendre en compte dans les étapes suivantes. Le rapport comprend également des reportages photographiques et ses tableaux en annexe, cartes sociales et de proximité avec report des emplacements souhaités par la population pour les BF prévues et les BF demandées en plus, liste des ménages, liste des comités de représentants des populations et autre information méritant d'être mentionnée.

A la suite de ce diagnostic, l'EMS a pour missions de :

- (a) vérifier la demande de la communauté relativement au projet ;
- (b) identifier les potentialités locales (hommes et femmes, jeunes et personnes âgées) pouvant contribuer à la réalisation du projet ;
- (c) évaluer la faisabilité potentielle de divers modèles de gestion ;
- (d) faire des recommandations quant au système d'adduction d'eau (BF ou BI), en fonction de la situation et des préférences locales, ainsi que de critères techniques ;
- (e) aider la communauté à choisir le niveau de service désiré (pour la gestion de l'eau et celle des effluents).

Après que la communauté se sera prononcée quant au type d'adduction qu'elle souhaite (BF ou BI), l'EMS devra informer la Commune des résultats du diagnostic et du choix de la communauté. L'ONEE conclura alors un contrat avec la commune rurale, concernant la contribution financière de 15% devant être payée par la commune. De plus, les communautés commenceront à collecter leur contribution aux investissements.

Etape 3. Choix et constitution des structures de gestion de la communauté. Ce cycle du projet suit ici deux cheminements différents, selon que la communauté se sera prononcée en faveur des BF ou des BI. Mais ces deux cheminements ont en commun les étapes suivantes :

- (a) choix par la communauté du modèle de gestion ;
- (b) constitution de l'unité de gestion au niveau de la communauté si c'est approprié ;
- (c) accord écrit du comité de la communauté, confirmant son engagement envers le projet; et
- (d) consolidation et évaluation des impacts, ainsi que S & E.

Les stades de cette phase d'organisation de la communauté peuvent être résumés comme suit:

Bornes fontaines	Branchements individuels ¹²
1. Choix de la localisation des bornes fontaines conformément aux critères fixés.¹³	1. Discussions avec la communauté à propos des conditions d'accès aux BI ¹⁴
2. Accord de la communauté et faisabilité technique concernant les emplacements des BF	2. Etudes techniques et choix d'une option pour le traitement des effluents, en même temps que l'étude du réseau de distribution.
3. Identification des modèles possibles pour la gestion du réseau d'eau et prestations d'enseignement. Achèvement de la collecte de la première tranche de la contribution de la communauté aux coûts d'investissement.	3. Choix du modèle de gestion, après des explications fournies par l'EMS quant aux conditions à remplir et aux responsabilités requises par les diverses possibilités. L'EMS dispense alors les formations techniques, si nécessaire.
4. Conclusion des contrats entre l'ONEE et les gestionnaires de la communauté.	4. Lancement par l'association de la période de financement et, si les travaux le nécessitent, mesures visant à l'acquisition de terrains.
5. Formation à l'hygiène concernant la gestion des approvisionnements en eau et celle des effluents.	5. Conclusion des contrats de gestion avec l'association appropriée.
6. Transfert de la gestion des BF aux gestionnaires et à la communauté, une fois que les contributions finales au coût d'investissements auront été reçues par le projet.	6. AT pour la création du système/réseau de traitement des effluents et d'assainissement
7. Suivi régulier du système de gestion et consolidation des structures de gestion ; suivi des questions de santé, d'hygiène et d'assainissement.	7. S'il existe des associations de gestion, suivi de celles-ci et soutien à leur fonctionnement, S & E de la gestion ainsi que des impacts environnementaux et sociaux.

Le rôle des EMS est d'une importance particulière : elles assistent les communautés et les aident à choisir la structure de gestion qui sera la plus appropriée. Une telle tâche est relativement simple dans le cas des bornes fontaines, mais, dans le cas de BI et de la maintenance du réseau de distribution, il faudra plus d'assistance et de consensus au sein des communautés. Les fonctions des EMS consisteront, entre autres, à :

- (a) expliquer aux communautés les aspects législatifs de chaque modèle de gestion (opérateur de colonne montante, association d'utilisateurs de l'eau, coopérative, opérateur privé, etc.) ;
- (b) expliquer le rôle des autres parties prenantes (les communes rurales et l'ONEE) ;
- (c) démontrer le rôle et les avantages de chaque modèle de gestion, compte tenu des besoins et des caractéristiques des communautés ;
- (d) expliquer les rôles et obligations des intervenants de tel ou tel modèle de gestion ;
- (e) assister les communautés qui constituent des associations de gestion et leur fournir des formations ;
- (f) aider les communautés à intégrer les femmes lors des phases de préparation et de création des associations de gestion ; et

¹² Le travail des EMS auprès des communautés sera plus intense dans le cas des branchements individuels.

¹³ **Critères de l'emplacement des BF** : une colonne pour une zone de 500 mètres dans le cas d'une population groupée ; une colonne pour 300 habitants en moyenne ; une colonne pour 100 à 150 habitants au moins pour une zone d'un km en cas d'habitat dispersé ; l'emplacement doit être accessible pour tous les utilisateurs.

¹⁴ **Critères régissant les raccordements individuels** : consensus de la communauté en faveur des BI (au moins 70% des ménages demandent ce niveau de service) ; financement de 100% par les utilisateurs ; nécessité d'avoir au préalable constitué une association ou un autre organe de gestion destiné à gérer le système et à traiter avec l'ONEE ; mesures adéquates dans la gestion des effluents ou engagement à avoir mis en place de telles mesures au cours du projet ; création du réseau de distribution pour les raccordements conformément au plan technique proposé par l'ONEE.

- (g) mettre à la disposition des membres d'une association de gestion les documents nécessaires à la bonne marche de celle-ci : modèles de statuts et de tenue des assemblées, textes législatifs régissant les microentreprises, droits et devoirs des associations, copies de conventions passées entre les communautés, les communes rurales et l'ONEE, etc.

Les EMS devront continuer à travailler au sein des communautés jusqu'à ce que le modèle de gestion choisi fonctionne, puis, pendant les deux années suivantes, à continuer à assurer un soutien de suivi, à l'aide de visites occasionnelles. Ces structures de gestion peuvent concerner plus qu'un seul douar ; mais, pour éviter tout conflit, il faut que tous les ménages soient d'accord quant au modèle choisi. Les modalités du modèle de gestion retenu doivent comprendre des mesures destinées à garantir une représentation adéquate des intérêts des femmes.

Les EMS conserveront un dossier contenant les informations nécessaires à l'ONEE et, par suite, à la signature des contrats.

Le suivi sera aussi participatif que possible et se fera avec l'aide des EMS. Il contiendra, outre les indicateurs de résultat, les indicateurs d'impact social caractéristiques de la communauté. Nous suggérons que dès le début du diagnostic social, l'EMS sélectionne un petit échantillon permettant de mesurer les impacts. Cet échantillon devra être assez hétérogène pour refléter l'ensemble de la communauté. Il permettra d'effectuer un suivi de l'évolution du bien-être et de la qualité de vie des communautés (taux de scolarisation, alphabétisation des femmes, hausse du niveau de revenu, nouvelles activités économiques, régression des maladies véhiculées par l'eau et de la mortalité des enfants en bas âge, etc.).

L'Accompagnement de l'EMS et des équipes de l'assistance technique se poursuit durant toute la mise en œuvre du projet, et ce jusqu'à la mise en service. Ainsi l'AT intervient également :

- Dans le suivi de l'état de la collecte des contributions des communes et des ménages ;
- L'implantation des BF avec les entreprises et les populations + prise en compte des demandes pour des BF supplémentaires, à condition que les exigences sociales (fondées sur la demande), techniques et financières le permettent ;
- La mise en service industriel du système ;
- Aide à la désignation consensuelle des gardiens gérants (GG) pour les bornes fontaines
- Formation des GG aux relations entre l'eau, l'assainissement et la santé.
- Sensibilisation sur les bonnes pratiques d'hygiène, le stockage de l'eau à domicile, la propreté aux abords des BF ;
- La bonne gestion des BFs ;

L'EMS mène également pour le compte de et en collaboration étroite avec l'ONEE des interventions pour :

- Régler les problèmes d'opposition (tronçons de conduites, BF, brise-charges, ouvrages d'art, etc.)
- Régler les litiges découlant des problèmes d'expropriation qui sont traités avec lenteur (en collaboration avec les topographes et les services juridiques de l'ONEE, les AL, les AM et DP et l'AT)
- Analyse des demandes tardives de BF supplémentaires (aspects sociaux, techniques et financiers)
- Décision à prendre dans le cas où le projet rentre en « concurrence » avec des systèmes d'AEP existants, exploités ou non. Idem pour des douars bénéficiant de BF installées en dehors de l'ONEE (CR, bienfaiteurs, projets des OMVA, OCP, etc.)
- En cas de très fortes demandes de dessertes par BI dans des douars bien structurés (et si le projet prévoit la mise en œuvre de ce volet) : criblages technique, social et environnemental.

ACTIVITES CONDUITES PAR L'EQUIPE DE MOBILISATION SOCIALE (EMS) A NADOR ET DRIOUCH

Une 1ère mission du 18/12/2012 au 11/01/2013 d'information, de sensibilisation et de diagnostic participatif a concerné 33 douars de la commune rurale d'Ouled Settout (cercle de Selouane – province

de Nador) et des systèmes 01, 02, 03, 04, 05. Le diagnostic participatif des 33 douars concerne une population de **11 646 habitants** formant 2 307 foyers et 2 553 ménages.

Une première CR prioritaire a été identifiée et arrêtée en concertation avec les services régionaux et provinciaux de l'ONEE, à savoir la CR de Ouled Settout du cercle de Selouane assez riche et composée de plusieurs localités très proches du centre urbain de Zaio et dans laquelle les travaux de canalisation sont bien avancés.

L'équipe de l'AT était composée d'un chef d'animation, de 4 animateurs (dont 2 animatrices) et de l'expert sociologue à temps partiel.

L'activité de sensibilisation a consisté en l'explication des conditions d'accès au service de l'eau potable sous forme de Bornes Fontaines (BF) et des délais des engagements à respecter.

Un mode de desserte sous forme de Branchements Individuels (BI) pourrait être postérieurement réalisé dans les douars demandeurs. Le montage financier tripartite (ONEE-CR-Usager) prévoit une participation financière de 500 DH garantissant l'amenée de l'eau aux différentes localités bénéficiaires.

Le diagnostic participatif avec les populations locales a permis d'analyser la faisabilité du montage de leur projet compte-tenu de leurs spécificités démographiques et socio-économiques. Les informations collectées se rapportent aux caractéristiques générales des localités visitées (démographie, accès, topographie, type d'habitation etc...)

L'activité de l'EMS a permis de mettre en évidence les divers douars et sous-douars constituant les différentes localités étudiées en vue d'analyser, cas par cas, leur adhésion et le nombre de BF à convenir de façon participative avec les populations locales.

Sur l'ensemble des villages concernés, 92% des foyers sont dotés d'un système d'évacuation des eaux usées pour la plupart composé d'une latrine avec siphon vers un puits perdu.

Des PV consensuels d'implantation ont été établis dans 19 localités. Les emplacements des BT projetées ont été précisés aux populations rurales et reportés sur les cartes sociales.

L'étude a montré que le taux d'acceptabilité du projet est très fort dans environ 80% des cas. 88% des villages insistent sur l'accès au service BI.

Pour assurer une bonne maîtrise du projet, l'AT recommande qu'un mode de service à réaliser (BF ou BI) soit précisé avec la CR dans chacune des localités bénéficiaires.

Compte-tenu de l'avancement des travaux dans le Commune d'Ouled Settout, l'opération de collecte devrait être lancée très prochainement.

A la demande de la DEP, une réunion de mise au point a été tenue à la DEP le 28 mars 2013. Le sociologue de l'AT a fait une présentation de cette mission et une restitution des résultats obtenus. Les points suivants ont été abordés :

- ✓ Rappel de la stratégie de travail et des messages clés véhiculés par les EMS, notamment en ce qui concerne les conditions d'accès au service eau pour les BF et les BI.
- ✓ Rappel des conditions d'éligibilité aux services BF et BI.
- ✓ Les spécificités des CR visitées d'Ouled Settout et d'Ouled Daoued Zkhanine.

Le sociologue a demandé que le mode de service à réaliser (BF ou BI) soit précisé dans chacune des localités bénéficiaires. L'AT a souligné qu'il faut un engagement des personnes qui veulent des BI avant de lancer les études. Il confirme que la collecte sera lancée très prochainement dans la CR d'Ouled Settout.

La DEP a demandé de sélectionner les douars demandeurs et qui sont éligibles pour les BI. Un criblage pourra être fait par l'AT sur 14 douars éligibles dans la CR d'Ouled Settout et les cartes sociales remises à l'Agence Mixte en vue d'estimer le coût du réseau de distribution. Cette étude, qui sera assurée par le Chef d'aménagement de Nador (AT), en collaboration avec la DR6, a été reportée au mois de juillet 2013. Les TDR pour une étude globale sur l'ensemble des douars seront établis par la DR6.

La DEP a demandé aux équipes d'animation de rassurer les populations en leur confirmant que le service BF sera assuré dans un premier temps en attendant de terminer les études pour le service BI.

L'AT a proposé de tenir une réunion avec le Conseil rural et les autres services concernés.

Le sociologue a confirmé que les activités de l'EMS se poursuivaient dans les CR d'Amajou, d'Ait Mait, d'Ourdana et de Midar-3ème tranche.

Une 2ème mission des EMS a été effectuée du 18/02/2013 au 31/03/2013 dans 5 zones de la province de Nador/Driouch : Od Daoued Zkhanine, Amejjaou, Ait Mait, Ourdana et T3 Midar répartie sur les 6 CR de Od Dd Zkhanine, Amejjaou, Ait Mait, Ourdana, Tiztoutine, et Metalsa.

Le diagnostic participatif effectué sur 108 douars représente une population de **31 023 habitants** soit 6740 foyers et 7851 ménages.

Dans cette zone, l'habitat est de type "dispersé" "éclaté" dans 43% des cas. Les constructions en dur représentent environ 77% de l'ensemble des foyers recensés.

40 villages disposent et/ou exploitent un SAEP fonctionnel dans 90% des cas et fournissent une eau de bonne qualité (33% des cas). 91% des foyers sur l'ensemble des villages visités sont dotés d'un SEEU souvent composé d'une latrine avec siphon aboutissant dans un puits perdu.

Dans 84% des douars visités, la mise en œuvre du projet en cours revêt un caractère urgent. Le taux d'acceptabilité du projet est très fort dans 80% des cas, moyen dans 16% des cas et faible dans seulement 4% des cas alors que, dans 28% des cas, les habitants insistent sur un accès direct au BI.

Les visites effectuées ont permis de rapporter à l'ONEE branche eau des propositions d'actions à entreprendre par la suite et qui permettront de rassurer les populations et d'améliorer leur adhésion au projet en cours.

Parallèlement à la mission d'information, de sensibilisation et de diagnostic participatif réalisée en février et en mars 2013 dans 6 communes rurales des provinces de Nador et Driouch, l'ONEE branche eau a demandé à l'AT de réaliser une **mission d'appui à la collecte** de la participation financière des usagers dans les CR d'O. Settout dans laquelle les travaux sont bien avancés et d'O. Daoud Zkhanine dans la province de Nador. 2 animateurs ont réalisé cette mission en apportant l'appui nécessaire à l'agent encaisseur des services de Nador qui a veillé à la collecte des sommes dues et leur versement dans le compte bancaire de la branche eau de l'ONEE. Il faut remarquer que la collecte s'est bien déroulée dans la CR d'O. Daoud Zkhanine alors que, dans la CR d'O. Settout, on a constaté une grande réticence de la part des villageois en attendant d'arrêter la liste des localités pouvant bénéficier d'un service BI.

Le taux de collecte est de l'ordre de 22% pour la CR d'O. Daoud Zkhanine et seulement de 0,5% dans la CR d'O. Settout.

Une mission d'appui à la collecte de la PF a été programmée pour l'été suivant dans l'ensemble des CR de la région de Nador Driouch.

Une 3ème mission des EMS a été effectuée du 29 avril au 01 juin 2013. Cette mission a concerné 60 douars faisant partie des CR de Hassi Berkane et Afsou dans la province de Nador et des CR de Ouled Boubkeur, Metalsa et Tafersit dans la province de Driouch.

Les localités étudiées cumulent une population de **20 703 habitants**, soit 4 298 foyers et 4 804 ménages. 18 villages de la CR d'Hassi Berkane utilisent les eaux de rivière et les canaux d'irrigation. 5 puits collectifs sont exploités dans les CR d'Afsou et Tafersit. 30 douars exploitent 213 puits privés dont 83%

sont de type pérenne. Dans 45% des cas, ces puits fournissent des eaux de qualité déclarée bonne. 11 villages disposent et/ou exploitent un SAEP fonctionnel dans 91% des cas et fournissent une eau de qualité déclarée bonne à partir de puits ou de forages.

Conformément aux normes recommandées par la branche eau de l'ONEE, l'EMS a établi des PV consensuels d'implantation des BF dans les 4 CR de Hassi Berkane, Afsou, Ouled Boubkeur et Metalsa. Dans la CR de Tafersit, les villageois sollicitent l'accès direct au service BI. Ces PV validés avec les AL et avec chacune des CR concernées cumulent 180 BF dont 63 propositions d'ajout.

Le taux d'acceptabilité du projet en cours est très fort dans environ 77% des cas. Le projet revêt un caractère urgent dans 87% des cas alors que 63% des villages insistent sur l'accès au service BI et 32% des douars sollicitent un accès direct à ce service.

La DEP a demandé de sélectionner les douars demandeurs et qui sont éligibles pour les BI. Un criblage pourra être fait par l'AT sur 14 à 16 douars de la CR d'Ouled Settout éligibles sur la base des cartes sociales établies par les EMS et ce, en vue d'estimer le coût du réseau de distribution. La DEP a proposé de lancer l'opération sur un échantillon pour le mois de juin 2013 dans des zones peu accidentées et de préparer en parallèle les TDR pour une étude globale sur l'ensemble des douars.

Les EMS ont ensuite effectuée en septembre 2013 une mission dédiée au premier passage de sensibilisation et de diagnostic participatif dans la CR de Iferni. Puis deux missions qui ont été déroulées en juin et en août 2014 dédiées à l'établissement des préalables aux BI (engagements des ménages et appui de la collecte de la participation financière) dans les 18 localités retenues de la CR Ouled Settout.

Une 4ème mission des EMS a été effectuée du 16 au 30 septembre 2013. Cette mission a concerné 13 douars de la CR d'Iferni cercle du Rif dans la province de Driouch.

Les 13 douars étudiés cumulent une population de 3 348 habitants soit 840 foyers et 917 ménages. 4 localités utilisent les eaux de rivière notamment pour le cheptel. L'EMS a recensé 13 sources non aménagés dont 10 de type pérennes et d'une eau de bonne qualité. 190 puits d'une profondeur de 28 à 74m sont exploités dans 8 villages. 6 SAEP sont fonctionnelles et de qualité déclarée bonne.

Plus de 99% des foyers sont dotés d'un système d'évacuation des eaux usées composé d'une latrine avec siphon et rejet dans un puits perdu. Les points d'eau exploités sont traités à l'eau de javel ou avec des pastilles du Ministère de la santé.

L'adhésion au projet dans la zone est très forte, mais elle est conditionnée par la mise en place d'un service BI. On peut souligner une cohésion sociale très forte dans la CR d'Iferni.